

Commission de la Marine  
(juin 1921)

MM.

BERGEON.  
Comte de BLOIS.  
BLUYSEN.  
BRINDEAU.  
CUTTOLI.  
DUDOUYT.  
PLANTIER.  
MAGNIEN.  
SARI.  
S.  
LLAINE.  
D.  
HENNESSY (James).  
HÉRY.  
DE KERGUÉZEC.

MM.

~~LAMY~~ Villault-Durbois nob.  
LANCIEN.  
~~DE LAVRIGNAIS~~.  
LE HARS.  
LEMARIÉ.  
LÉMERY.  
LE TROADEC.  
MARTIN-BINACHON.  
MULAC.  
PAMS (Jules).  
PERREAU.  
PIERRIN.  
DE POMEREU.  
RIO.  
~~RIOTTE~~ Saurin  
SERVAIN.  
TISSIER.  
VEYSSIÈRE  
Bastien - Rivage

La Commission de la marine a nommé

Président: M. DE KERGUÉZEC.

Vice-présidents: MM. TENOUX, BLOIS.

Secrétaire:



FORTIN & C<sup>IE</sup>



• PAPETERIE •



• IMPRIMERIE •

N<sup>o</sup>

Pour avoir un Objet  
semblable rappeler le N<sup>o</sup>

USINE : 184, FAUBOURG S<sup>T</sup> DENIS



59, Rue des Petits-Champs, PARIS



Trois-vingts des Français

de la Commission de la Marine

(1927).

---

1<sup>re</sup> séance.

Séance du vendredi 28 janvier 1927.



Présidence de M. de Larigaudière, doyen d'âge.

La séance est ouverte à 75 heures.

Présents : M. de Larigaudière, Perreau, Terrain, le Comte de Blois, Martin-Binacchon, Brindeau, Lendry, de Merquize, Rio, Fumoux, Jari, Bergson, Hery, Pons, Fortin, Bissier, Lemaire, Le Hars, Magnien.

Réjet d'une proposition Want que la Commission se constitue en nommant de M. Perreau tendant son bureau définitif, M. Perreau fait observer à la désignation d'un qu'à la Chambre il existe deux commissions différentes. Commission de la marine pour la marine de guerre et la marine marchande, de guerre, et il demande qu'en finissant il y ait au moins des pêcheurs pour la marine marchande, les ports et les pêches, dont les intérêts ne sont pas les mêmes que ceux de la marine de guerre, qui relèvent d'un autre ministère que cette dernière, qu'il y ait donc au moins une sous-commission spéciale désignée par la Commission de la marine.

M. Brindeau rappelle que la finit à toujours voulu maintenir le lien étroit qui unit la marine marchande et la marine militaire en nommant une seule Commission de la marine chargée de s'occuper de l'une et de l'autre. Il finit la Commission de s'en tenir à ce point de vue et de ne pas adopter la proposition de M. Perreau.

La proposition de M. Perreau, mise aux voix, est repoussée.

Constitution du bureau  
définitif de la C<sup>on</sup>

M. le Président invite la Commission à se consti-

2  
tuer, & il lui propose de maintenir en fonctions le bureau  
de l'année dernière. (Approbation unanime).

La Commission nomme :

Président : M. de Kerquiéze  
Vice-Présidents : M. M. Rosthan  
Femoux

Secrétaires : M. M. Bergeon  
de Comte de Blois.

M. de Kerquiéze remplace M. de Laviguais au fauteuil  
de la présidence.

Présidence de M. de Kerquiéze, Président.

Allocution de M. de Kerquiéze, le Président. Au nom du Bureau tout entier, je  
le Président remercie la Commission de la nouvelle marque de con-  
fiance qu'elle vient de nous donner et je lui apporte  
l'assurance de notre entier dévouement à la défense  
maritime du pays.

Ici il y a une doctrine : elle est faite de foi nation-  
nale et de patriotisme éclairé ; elle nous unit tous,  
à quelque parti que nous appartenions.

La situation actuelle de la France au point de vue  
des forces navales n'est pas brillante, et malheureuse-  
ment on ne semble pas partant s'en rendre bien compte.  
Sans doute, un effort a été fait dans la Méditerranée,  
où l'on constate une certaine renaissance de notre flotte  
de guerre ; mais cela n'empêche que de graves questions  
se posent là pour notre pays. L'année dernière, on  
avait contesté notre affirmation qu'au point de vue  
maritime nous nous trouvions en état d'infériorité vis-à-  
vis des Italiens ; or tout récemment dans une note com-  
muniée à M. Riberti, rapporteur du budget de  
la Marine, le Ministère reconnaît ce qu'il contestait  
précédemment et que d'ailleurs à l'étranger on ne

guerait pas.

En bien ! notre devoir est de dire la vérité à la nation française que nous sommes chargés d'éclairer et de guider ; notre devoir est aussi d'étudier d'une manière approfondie et dans toute leur ampleur les problèmes que pose la défense navale du pays.

L'Italie, elle, ne possède d'intérêts nationaux et militaires qu'en Méditerranée ; la France au contraire en possède à la fois dans la mer du Nord, dans la Manche, dans l'Océan atlantique et dans la Méditerranée ; il serait donc extrêmement dangereux pour elle de limiter son ambition à être l'égale de l'Italie en Méditerranée.

J'ajoute que s'il y a eu un pacte de Locarno pour l'Occident, il n'y en a pas encore pour l'Orient.

M. le Comte de Blois. - Ici pour l'Extrême-Orient.

M. le Président. - En effet. Nous avons des accords, des alliances avec certains Etats de l'Orient, et peut-être devrions-nous envoyer dans leurs parages une partie de notre flotte méditerranéenne. Alors, notre pays restera partiellement démunie de sa défense maritime.

D'autre part et malgré Locarno, je crains que la paix avec l'Allemagne ne soit pas définitivement assurée. Sans doute il n'est pas à croire que l'Italie seule nous attaque ; mais que nous soyons menacés sur le Rhin, que prait l'Italie et comment assurerons-nous notre sécurité sur toutes nos côtes ?

La France doit avoir la flotte de son territoire et de ses colonies. Ses rivages sont très étendus ; elle a à défendre des lignes de communications très longues. Comment, dans ces conditions, a-t-elle pu

4  
accepter à Washington le principe de son égalité navale avec l'Italie ? Il nous appartient d'insister sur toutes ces considérations et de prendre nos responsabilités en regard des besoins vitaux de notre pays.

Il a été entendu qu'un grand débat s'instaurerait à la tribune du Sénat sur notre politique extérieure et qu'un autre viendrait sur les moyens militaires relatifs nécessaires au triomphe de cette politique ; nous aurons donc l'occasion de dire publiquement qu'il ne suffit pas à la France d'avoir une flotte comparable à celle de l'Italie.

Pressé par le temps, nous n'avons pu, au cours de la discussion du budget de 1924, exposer notre pensée sur la défense navale du pays ; nous avons réservé nos observations pour plus tard. Mais j'avais comme la situation dangereuse où nous place le déploiement des organisations italiennes de marine et d'aviation ; j'avais qu'en regard des centres d'attaque établis par l'Italie nous manquions de tous préparatifs de défense ; j'avais notamment que la Corse, forte de l'appui de la ligue française, était complètement organisée, et alors, sur ma demande, M. Poincaré a bien interrogé le Gouvernement sur ce qu'il comptait faire pour mettre fin à cet état de choses, pour installer en Corse une solide défense aérienne ; le Ministre répondit qu'on était en train d'y pourvoir.

Mais M. le Président du Conseil s'arrêtait de ses indications et il m'a demandé quelle était la situation exacte en Corse au point de vue de l'aviation. Je lui ai répondu en lui adressant un exposé complet de tout ce qui était venu à ma connaissance, et je sais que M. Poincaré a alors transmis le Ministre de la Marine et lui a communiqué le travail qu'il

ne avait demandé. Des missions ont ensuite été envoyées en Corse; l'Amiral Frochet, chef de l'aéronautique navale, s'y trouve en ce moment et on prépare enfin un programme complet d'organisation de la défense de l'île.

La Commission peut ainsi constater les heureux effets de notre intervention. (Approbation unanime).

Communication d'une lettre. Le Président donne lecture d'une lettre qu'il a reçue de M. le Ministre de la Marine et d'une note jointe à cette lettre sur les caractéristiques nouvelles relatives au bâtiment-école des enseignes de 2<sup>e</sup> classe.

La Commission décide également d'entendre le Ministre de la Marine sur cette question. Sur cette question par la Commission mercredi prochain. Désignation d'un rep. 2 février.

La Commission décide qu'elle entendra M. le Ministre de la Marine au jour indiqué par lui, et elle nomme M. Martin-Bonachon rapporteur de la question du bâtiment-école.

Communication d'une protestation. Le Président communique à la Commission une protestation des propriétaires de la presqu'île de Saint-Mandrier dont il a été saisi et qui vise la construction de batteries de 34.

Désignation d'un rep. M. Bergeon expose que certaines personnalités de la marine, parmi lesquelles l'Amiral Baricou, estiment que la construction des batteries de 34 plus éloignées du port que ne se trouve la presqu'île de Saint-Mandrier. D'autre part, si une procédure d'expropriation a été engagée contre certains propriétaires de la presqu'île, elle n'a pas été suivie.

6  
jusqu'à présent de demandes de crédits au Parlement. Il y a là des questions à examiner de très près, - il s'agit notamment de savoir si l'intervention d'une loi n'est pas nécessaire dans l'espèce.

La Commission charge M. Bergson, qui accepte, d'étudier cette affaire et de lui en présenter rapport.

M. le Président. Plusieurs membres de la Commission à Toulon et en ont exprimé le désir de se rendre à Toulon pour y faire une visite examiner sur cette place certaines questions relatives notamment de la nuit à notre défense aérienne et sous-marine. Je me suis entretenu avec le Ministre de la Marine de l'opportunité d'un voyage à Toulon d'une délégation de la Commission; le Ministre n'y fait aucune objection.

M. Martin-Bonachon. Il faudrait voir surtout le bâtiment porte-avions le "Béarn", qui a coûté très cher à transformer; nous pourrions nous rendre compte de ce qui y a été fait, des conclusions à tirer des travaux et études auxquels il a donné lieu.

M. le Président. - Il serait également utile de voir nos nouveaux croiseurs et contre-torpilleurs.

M. Martin-Bonachon. - Tous les croiseurs, ils ne se trouvent pas à Toulon; ils ont été envoyés à Lorient et à Brest pour une mise au point.

M. Laroche. - Je propose que la délégation qui se rendra à Toulon aille également visiter la base au point de vue de la défense navale et aérienne.

M. le Comte de Blois. - Il conviendrait également de voir Brest et Lorient.

M. le Président. - Je nous occupons pour le moment que du voyage à Toulon et aussi en Corse, si la Commission est d'avis d'accepter la proposition de

Le Tari; nous déciderons ultérieurement s'il y a lieu  
de nous rendre aussi à Bryst et à Lorient (adhésion)

La Commission consultée décide qu'une déléga-  
tion se rendra à Boulogne & en Corse.

M. le Président. - Je m'entretiens avec le Ministre  
sur la date du voyage. Un programme du voyage  
sera dressé et envoyé aux membres de la Commission  
qui auront pris de faire connaître s'ils désirent  
participer à la mission d'études dont il s'agit.  
(Approbation).

Vous de rétablissement par la proposition de M. le Président, la commis-  
sion a l'honneur d'adresser ses vœux de prompt rétablis-  
sement à son vénéré Vice-Président et doyen,  
M. Rioteau.

La séance est levée à 7 heures 50 minutes

Le Président,

2<sup>e</sup> séance.

Séance du mercredi 2 février 1927.

Présidence de M. de Kerguelen, Président.

La séance est ouverte à 75 heures de minutes.

Présents : M. de Kerguelen, Martin Binaison, Pans, Audouy, Lamy, Le Troaslec, de Laviguais, Servain, Fenoux, Giordan, de Hars, le Comte de Blais, Lemarié, Kéry, Fortin, Magnien, Perrin.

Audition du Ministre de la Commission actuelle M. Georges Leygues, Ministre de la Marine et des Colonies, accompagné de M. le Vice-Amiral caractéristique du Tolain, Chef d'état-major général de la Marine, bâtiment-école des sur les caractéristiques du bâtiment-école des enseignes de 2<sup>e</sup> classe, puis de vaisseau de 2<sup>e</sup> classe.

(Voir la sténographie).

Observations sur l'ordre du jour. Après le départ de M. le Ministre, M. le Président dit que vient rappeler que les caractéristiques du bâtiment-école d'avoir lieu. Il ont été communiqués que tardivement à la Commission des conclusions et après ses demandes répétées, bien qu'il nous en rapportent qu'il est permis au moment du vote du projet de sur les caractéristiques lui relatif au reliquat de la 2<sup>e</sup> tranche du programme du bâtiment-école de naval il ont été formellement entendu que les enseignes de 2<sup>e</sup> classe ne serait fait pour le bâtiment-école figurant dans ce reliquat qu'après que la Commission se serait déclarée d'accord sur ses caractéristiques.

Aujourd'hui, ajoute M. le Président, les caractéristiques qui nous sont présentées ne nous satisfont pas : l'état-major général ne veut cependant pas abandonner ses conceptions ; il s'y entête par amour-propre. Il nous appartient d'exiger que les plans du bâtiment-école soient refaits sur

de nouvelles bases et notamment que le bâtiment soit doté de canons de 203, comme le propose notre rapporteur, M. Martin-Binachon, c'est à dire d'une artillerie permettant de le transformer en cas de mobilisation en un croiseur d'escorte susceptible de tenir en respect les croiseurs ennemis moins puissamment armés.

M. Martin-Binachon. Et si l'on donne au bâtiment un tonnage de 7.500 ou 8.000 tonnes, il ne sera nullement nécessaire d'en ramener la vitesse à un chiffre inférieur à 23 ou à 25 nœuds.

M. Le Maréchal. — Que nous ainsi disposerons-nous d'un croiseur vraiment utile, dussions-nous renoncer, à raison des 30 millions supplémentaires que nous coûtera le bâtiment en question, à avoir un sous-marin de plus.

M. Le Président. — J'ajoute que, d'une manière générale, la France, qui a des côtes très étendues et des colonies à défendre, doit faire un effort naval bien plus considérable que l'Italie, dont la politique a un but exclusivement méditerranéen.

M. Martin-Binachon. — Il faudra appeler sur ce point l'attention de M. Le Président du Conseil, qui va être saisi par le Ministre de la Marine de la question du bâtiment-école.

M. Le Président. — J'ai déjà agi dans le sens que souhaite M. Martin-Binachon. Et si dans les circonstances présentes M. Poincaré ne faisait pas tout le nécessaire pour nous donner satisfaction, je puis dire qu'il mentirait à toute sa vie. Quant au Ministre de la Marine, il s'efforce par tous les

moynes en son pouvoir d'empêcher que nous soyons éclairés sur ce qui existe et sur ce qui se passe.

M. le Comte de Blois. Il faudrait faire une nouvelle démarche auprès du Président du Conseil.

M. Giordan signale que la Corse n'a même plus aujourd'hui la base de torpilleurs qu'elle possédait avant la guerre.

M. le Président consulte la Commission sur les conclusions de M. Ternaux-Lamarche, rapporteur de la question du bâtiment-croiseur des cuirassés de 2<sup>e</sup> classe, conclusions qui tendent à obtenir pour ce bâtiment-croiseur les caractéristiques suivantes : 2.500 à 3.000 tonnes de tonnage ; 25 nœuds de vitesse ; 4 à 5.000 milles de rayon d'action ; artillerie de 6 canons de 203 en 3 tourelles.

Les conclusions sont adoptées à l'unanimité.

Fixation de la date. La Commission décide que le voyage de la délégation qui se rendra à Toulon et en Corse aura lieu à la fin du mois de février ou au début du mois de mars.

La séance est levée à 4 heures.

Le Président,

3<sup>e</sup> séance.

Séance du mardi 22 février 1924.

Présidence de M. de Kerquière, Président.

La séance est ouverte à 74 heures 35 minutes.

Présents: M. de Kerquière, Veyssière, Girard, de Ponceren, Brindau, Fimoux, Héry, Servain, Lemaire, Ducloux, Martin-Binacchon, Rio, Lamy, Pierrier, Bissier, Le Broader, Le Hars, Magnier, Perreau.

Décès de M. de M. le Président. - J'ai le profond chagrin de faire  
Lauriguais. fait à la Commission de la mort d'un de ses  
Membres les plus estimés et les plus aimés, M.  
le Président. de Lauriguais. Notre collègue appartenait à une  
famille de marins; il avait pour la marine une  
affection profonde et il en dépendait les intérêts  
avec une foi ardente. Il appartenait à la droite  
royaliste; c'était un catholique convaincu, mais ses  
opinions très fermes ne l'empêchaient pas d'être tolé-  
rant. M. de Lauriguais faisait toujours preuve de  
la plus grande courtoisie; sa disparition laissera par-  
mi nous un vide profond. Je vous demande la per-  
mission d'exprimer à sa veuve, au nom de la  
Commission tout entière, nos condoléances émues.  
(Adhésion et applaudissements unanimes).

Condoléances à M. le Président. Notre collègue M. Jari vient de  
M. Jari. voir la douleur de perdre sa mère. Je lui adresse  
notre sympathie à tous dans ce deuil cruel (Approu-  
vation unanime).

Lecture et approbation M. Rio donne lecture d'un avis qu'il a rédigé  
d'un avis de M. au nom de la Commission, sur le projet de loi,

Nous sur le traité de la Chambre, portant approbation du traité relatif  
relatif à la lutte contre la fraude maritime des boissons  
travaux des boissons enivrantes, conclu à Washington le 30 juin 1924 entre  
enivrantes. la France et les Etats - Unis d'Amérique.

L'avis, qui est favorable à l'adoption du projet  
de loi, est approuvé. M. Rio indique qu'à défaut  
d'approbation du traité qui fait l'objet du projet de  
loi nos navires qui se rendent aux Etats - Unis ne  
pourraient plus avoir à bord des boissons alcooliques ;  
il ajoute qu'il importe que le traité dont il s'agit  
soit approuvé avant le 1<sup>er</sup> mars, car à cette dernière  
date le Congrès américain va se séparer pour plusieurs  
mois.

Designation du rapporteur La Commission désigne M. Bergeron comme rappor-  
teur pour avis de la proposition, pour avis, de la proposition de loi tendant à la fusion  
de la loi relative à des services de la trésorerie de l'établissement des invalides de la marine  
de la trésorerie des invalides des services de l'administration des finances.

Composition de la députation M. le Président fait connaître la composition de la  
délégation de l'expédition qui se rendra à Boulogne et en Corse et la  
et de Corse. Programme du voyage, qui aura lieu du 4 au 13  
mars.

Le bâtiment école M. le Président donne lecture d'une lettre qu'il a  
des enseignements de 2<sup>e</sup> classe de la Marine au sujet des  
classe : caractéristiques du futur bâtiment école des enseignements  
d'une lettre d'un vaisseau de 2<sup>e</sup> classe. Cette lettre présente diverses  
Ministre de la Marine observations sur les conclusions adoptées par la Commission  
vive. Echange de la 2<sup>e</sup> courante concernant lesdites caractéristiques.  
observations. Maintenant M. Bissier déclare que, pour sa part, il ne peut avoir  
des précédentes conclusions comme fondées les observations ministérielles.  
conclusions de la 2<sup>e</sup> classe de 1925, ajoute-t-il, ne suffiraient pas  
Commission pour permettre au bâtiment dont il s'agit de tenir

efficacement en temps de guerre contre les sous-marins  
croiseurs ou même contre les sous-marins allemands.  
En surplus, le bâtiment-croiseur servira mieux en  
temps de paix les intérêts de la France s'il a une telle  
vitesse et s'il ne ressemble pas trop à un cargo.  
Enfin si on veut élaborer de nouveaux plans pour ce  
même bâtiment, en conformité des desirs exprimés  
par la Commission, il est incorrect de prétendre, comme  
le fait le Ministre, que cela exige deux années 6 mois  
de travail, et à tout prendre si à un moment donné  
la "Jeanne d'Arc" ne pouvait plus être utilisée  
sans que le bâtiment destiné à la remplacer fût  
construit, mieux vaudrait embarquer nos jeunes en-  
signes pendant la période intermédiaire sur des  
croiseurs armés qui acceptent les caractéristiques auxquelles  
se lient les services de la Marine pour le futur  
bâtiment-croiseur.

M. Martin-Bonahon, rapporteur, dit que la  
question du bâtiment-croiseur n'a jamais été posée  
dans les termes où la pose aujourd'hui la lettre  
ministérielle et que notamment lors de l'examen par  
la Chambre du projet de loi relatif au Régime de la  
2<sup>e</sup> tranche du programme naval on envisageait le  
futur bâtiment-croiseur comme une sorte de croiseur  
auxiliaire depuis la conception a changé : on a  
voulu faire un bâtiment en question un croiseur cor-  
saire. Mais la Commission, elle, ne s'est jamais relâ-  
chée ni à l'idée d'un croiseur auxiliaire ni à celle  
d'un croiseur corsaire, et elle doit insister pour  
que l'on fasse un croiseur-corsaire, même par lan-  
gement de pièces d'un calibre élevé : 6 pièces de  
203 ou 3 tourelles.

Sur ce point il importe de se montrer intransigeant.

Au reste, tous les amiraux qui ont combattu pendant la guerre tu sont d'accord sur l'importance primordiale du calibre de l'artillerie ? Le Ministre prétend que pour pouvoir doter le futur bâtiment de l'artillerie que nous réclamons pour lui, il faudrait en porter le tonnage à 9.000 tonnes ; or, la marine japonaise a construit 4 croiseurs de 7.100 tonnes seulement pourvus de 6 canons de 203 en 6 tourelles : comment notre marine ne pourrait-elle pas résoudre un problème moins difficile que celui-là, puisque nous ne réclamons que 3 tourelles pour 7.500 tonnes ?

Par ailleurs, il sera extrêmement utile que les jeunes officiers s'habituent sur le bâtiment école au maniement des pièces de 203 qu'ils trouveront plus tard sur nos croiseurs.

Le Ministre insiste sur ce que le "Jeune d'Arc" est à bout de souffle. Mais s'il en est ainsi, le nouveau bâtiment école ne pourra lui succéder sans interruption puisque, même s'il avait les caractéristiques proposées par les services de la Marine, il ne serait prêt qu'en 1931.

M. le Rapporteur conclut que le Ministre de la Marine, s'il voulait éviter les retards, aurait dû fournir l'œuvre d'œuvre à la Commission et l'indication des caractéristiques qu'il proposait pour le futur bâtiment école.

Enfin, M. le Rapporteur donne lecture d'une lettre qu'il a reçue et qui suggère d'embarquer les enseignes de 2<sup>e</sup> classe sur le "Pluton", mouilleur de mines qui a été mis en chantier en août 1926.

M. le Président rappelle que, rapporteur du budget de la Marine pendant 3 années comme député, puis Président de la Commission de la Marine au Sénat depuis 4 ans, il avait toujours pu jusqu'ici contrôler

tout ce qui intéresse notre force navale. Or, à l'heure actuelle et depuis l'arrivée au Ministère de M. Georges Leygues, il est interdit à tout le personnel de la Marine de fournir aucun renseignement aux représentants de la Commission; le Ministre, faisant allusion à ce que contenait l'exposé qui a été remis au Président du Conseil sur la situation de la flotte au point de vue de sa défense navale et aérienne, s'est même plaint de ce que le Chef du Gouvernement ait su des choses qu'il n'aurait pas dû savoir! Enfin l'officier attaché à la Commission ne peut obtenir par elle-ci un renseignement ou un document quelconque sans passer par le Ministre.

M. Fernand... Pour ce qui est du bâtiment-école nous n'avons qu'une chose à faire: maintenir nos conclusions.

M. Frossier... Au besoin entendons des techniciens!

M. le Président... Dans sa lettre le Ministre suggère que nous pourrions renouer à nos demandes concernant le bâtiment-école, moyennant que on construirait des contre-torpilleurs ou des sous-marins en supplément de ceux que prévoit le programme naval. Mais nous ne connaissons pas encore la nouvelle tranche de la dernière qui doit être soumise cette année au Parlement.

Dès que le Ministre m'aura renseigné sur cette nouvelle tranche, je pourrais communiquer les renseignements reçus à M. le Rapporteur au même temps que la lettre ministérielle sur le bâtiment-école et nous verrions alors quelle solution il conviendrait d'adopter au sujet soit de ce bâtiment-école soit des contre-torpilleurs ou sous-marins supplémentaires.

M. Therrien... Pour le moment nous n'avons pas à nous occuper d'autre chose que du bâtiment école.

M. Tennant... Il se répète que je demande le maintien de nos conclusions à cet égard.

La Commission consultative décide à l'unanimité de maintenir ses précédentes conclusions concernant les caractéristiques du futur bâtiment-école des écoliers de 2<sup>e</sup> classe. Elle charge M. La Haye de répondre en ce sens à la lettre de M. le Ministre de la Marine.

Observations au sujet de nos nouveaux croiseurs, qui manquent notamment de stabilité. Il exprime le regret que le Ministre ne doive envoyer ces bâtiments, qui n'ont rien d'extraordinaire, faire au loin de longues randonnées destinées à les montrer à l'étranger et qui en réalité sont parfaitement inutiles.

La séance est levée à 75 heures 40 minutes.

Le Président,

4<sup>e</sup> séance.

Séance du jeudi 24 mars 1927.

Présidence de M. de Kerguezec, Président.La séance est ouverte à 14 heures  $\frac{3}{4}$ .Présents : M. de Kerguezec, le Comte de Blois, Servain, Bergon, Audouy, Giordan, Héry, Magnien, Martin-Bimachon, Bessière.

Désignation du rapporteur la proposition de M. le Président, la Commission du projet de loi sur la promotion M. le Comte de Blois rapporteur du projet de loi, adopté par la Chambre, modifiant l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 10 juin 1917 (portant modification de l'adoption du projet de loi relatif aux effectifs des corps des officiers de marine) relatif au recrutement des équipages de vaisseau de 2<sup>e</sup> classe.

Cette affaire est urgente, expose M. le Président : il s'agit de permettre un recrutement supplémentaire excellent des officiers de marine parmi les équipages de 2<sup>e</sup> classe du cadre de réserve remplissant certaines conditions.

La Commission donne mandat à M. le Rapporteur, de conclure à l'adoption sous modifications du projet de loi, de déposer son rapport dès aujourd'hui sur le bureau du Sénat et d'en demander la discussion pour la prochaine séance publique.

Communication d'une M. le Président donne lecture d'une lettre qu'il a reçue de l'administrateur de la maison Vickers, de Londres, invitant les membres de la Commission à venir voir sur place les possibilités de construction de cette maison en dirigeables et en moteurs d'aviation. La lettre ajoute que la même

invitation a été adressée aux membres de la Commission de la Marine militaire de la Chambre et au Ministre de la Marine.

Sur la proposition de M. le Président, la Commission décide de s'informer du sentiment de la Commission de la Chambre et du Ministre de la Marine sur l'invitation de la maison Vickers avant de répondre à cette dernière.

Observations au sujet de M. le Comte de Blois demande si on fait nouveau du bâtiment école s'est posé au sujet du futur bâtiment école des enseignes de des enseignes de 2<sup>e</sup> classe?

2<sup>e</sup> classe.

M. le Président répond qu'au cours de son voyage à Brest la délégation de la Commission a visité l'"Edgar-Quinet" en compagnie de son commandant et du directeur des constructions navales. Des renseignements recueillis pendant cette visite il résulte que les machines de l'"Edgar-Quinet" sont excellentes, que ses chaudières sont neuves, que ce bâtiment a encore une dizaine d'années d'existence devant lui, que dans une récente sortie d'essai il a fait 15 nœuds pendant 9 heures et 7) nœuds pendant 2 heures, qu'il s'est admirablement comporté à la mer et qu'il est plus grand que le "Jeanne d'Arc", que ce serait un triomphe pour que l'on y fît les mêmes aménagements qui existent sur ce dernier bâtiment. Le directeur des constructions navales nous a promis d'installer en deux des installations qui rendrait possible l'utilisation de l'"Edgar-Quinet" comme bâtiment école des enseignes de 2<sup>e</sup> classe.

M. le Comte de Blois - vous concluez donc à cette utilisation?

M.<sup>r</sup> Martin-Minache, rapporteur, confirme que l'« Edgar-Quinet » peut être aménagé rapidement et aux moindres frais en bâtiment-école des enseignes de 2.<sup>e</sup> classe. A défaut de cette solution, on pourrait utiliser le mouilleur de mines « Pluton » puisque la « Jeanne d'Arc » devra être remplacée à bref délai.

Réponse à la lettre du Ministre de la Marine, préparée par M.<sup>r</sup> Martin-Minache, rapporteur, sur la question des caractéristiques du futur bâtiment-école des enseignes de 2.<sup>e</sup> classe. Elle charge M.<sup>r</sup> le Rapporteur d'y introduire un passage relatif à la possibilité d'utiliser l'« Edgar-Quinet » comme bâtiment-école. Cette réponse sera adressée à M.<sup>r</sup> le Ministre de la Marine avec une lettre d'envoi de M.<sup>r</sup> le Président au nom de la Commission.

La séance est levée à 15 heures 20 minutes.

Le Président,

Séance du mardi 5<sup>e</sup> avril 1927.

Présidence de M. de Kerguiz, Président.

La séance est ouverte à 14 heures 40 minutes.

Présents : M. de Kerguiz, Fimoux, Le Bars, Babin, Cheval, Pierre, Martin-Binacchon, Sudouy, Servais, Brinseau, Lémery, Lemaire, Giraud.

Examen et adoption La Commission examine le projet de loi, adopte le projet de loi relatif par la Chambre, tendant à admettre les officiers d'escadre officiers généraux de l'armée de mer, appartenant à la 2<sup>e</sup> section de l'armée de mer du cadre de l'état-major général, et des de la 2<sup>e</sup> section les fonctionnaires militaires de grades correspondant du cadre de l'état-major pour la Légion d'honneur sans traitement général tenant avec les officiers des réserves.

M. Lémery fait connaître que les contrôleurs de 1<sup>re</sup> et de 2<sup>e</sup> classe retraités ont exprimé le désir que le projet de loi leur fût rendu applicable.

M. Martin-Binacchon montre qu'il est impossible de donner satisfaction à ce désir, car si on le faisait il faudrait en égard et en logique rendre le projet également applicable à tous les officiers retraités des divers corps de la marine qui ont un grade correspondant à celui des contrôleurs de 1<sup>re</sup> et de 2<sup>e</sup> classe (grade de capitaine de vaisseau et grade de capitaine de frégate). Or, le projet a été élaboré pour les seuls officiers généraux appartenant à la 2<sup>e</sup> section du cadre, lesquels ne peuvent actuellement concourir pour la Légion d'honneur ni avec traitement, comme les officiers généraux de la 1<sup>re</sup> section, ni sans traitement, comme les officiers supérieurs et subalternes.

des réserves ; ce serait donc détourner le projet de son but qui n'est que de faire bénéficier les contrôleurs de 1<sup>re</sup> et de 2<sup>e</sup> classe qui, s'ils appartiennent aux réserves, peuvent être décorés à ce titre et s'ils sont simplement retraités peuvent être compris dans les contingents de la Grande-Chancellerie.

M. Le Président. — D'ailleurs les officiers du contrôle de la marine jouissent déjà d'avantages supérieurs à ceux des autres corps : c'est ainsi que leur cadre comprend 8 officiers généraux pour un total de 40 contrôleurs et qu'ils reçoivent des décorations en nombre relativement considérable.

La Commission désigne M. Le Bars comme rapporteur du projet de loi, en lui demandant immédiatement de conclure dans son rapport au vote du projet de loi sans modifications.

Le cas des officiers. M. Lemaire entretient la Commission du cas marinié mis à la disposition des officiers-marinié qui, admis à la retraite, sont primitivement nommés dans la réserve il y a cinq ans, ou il y a cinq ans. De la 1<sup>re</sup> juillet prochain être définitivement rayés de la liste des cadres et qui, quoique très méritants, n'ont pu obtenir la décoration de la Légion d'honneur permettant de les à raison de l'insuffisance des contingents attribués à la Légion d'honneur. Les officiers-marinié, qui, une fois rayés des cadres, ne sont revenus pour toujours à une récompense dont ils sont tout à fait dignes, demandent qu'une démarche soit faite en leur faveur auprès du Ministre de la Marine, démarche qui paraît d'autant plus justifiée que par ailleurs ils n'ont pas bénéficié du relèvement des soldes ni par conséquent des pensions de retraite.

M.<sup>r</sup> le Président, tout en manifestant sa sympathie pour les officiers marins dont il s'agit et que l'intérêt de la marine aurait commandé de ne pas retraiter avant l'heure, craint qu'une démarche en leur faveur ne reste platonique. Il ne voudrait voir le Sénat d'une proposition spéciale tendant à les faire bénéficier d'un contingent supplémentaire, à eux réservé, de croix de la Légion d'honneur.

M.<sup>r</sup> Lemaire. — Mais une proposition en ce sens a-t-elle chance d'aboutir avant le 1.<sup>er</sup> juillet prochain ?

M.<sup>r</sup> le Président. — Oui, si elle est déposée tout de suite. Le Sénat nous la renverra et nous l'examinerons dès la reprise des travaux parlementaires. Mais soyons rigoureux tous (obhsion).

M.<sup>r</sup> Fervain. — Il est tout à fait fâcheux que les officiers marins aient été retraités à l'âge de 45 ans seulement !

M.<sup>r</sup> Lemaire. — J'avis que nous obtiendrons difficilement le vote d'un contingent spécial. Il vaudrait mieux efforcer de faire adopter une proposition de résolution invitant le Ministre de la Marine à réserver aux intéressés une part du contingent dans lequel il dispose pour les militaires des réserves.

M.<sup>r</sup> le Président. — Mais alors ce sera au détriment des autres catégories d'ayants-droit, qui ne manqueront pas de protester.

Proposons donc d'augmenter le contingent de croix de la Légion d'honneur attribuées à la marine. (Approbation)

La Commission chargée M.<sup>r</sup> Lemaire de préparer et de déposer ses propositions au Sénat avec

proposition de loi sans le sens indiqué par M.  
le Président. Les membres de la Commission pré-  
 sents à la séance signeront cette proposition de  
 loi avec M. Lemaire.

La séance est levée à 75 heures  $\frac{1}{4}$ .

Le Président,

94  
6<sup>e</sup> séance.

Séance du vendredi 3 avril 1927.

Présidence de M. de Kerguizon, Président.

La séance est ouverte à 75 heures.

Présents : M. de Kerguizon, Fenoux, Brindeau, Vergon, Perrin, Jordan, Lemaire, de Hars, Savain, Ducloux, Martin-Binac'hon, Pans, Lémery, Jari, Magnien, le comte de Blois.

Excusé : M. Héry.

Déjà de M. Riottier, M. le Président. - J'ai le chagrin de faire part à la Vice-Président de la Commission du décès de notre collègue et vice-président de la Commission, dont nous avons vu, M. Riottier, qui, sous le sceau, était l'abbé de la docteur du Sénat.

M. le Président. M. Riottier avait ici le respect et l'affection de tous. Appartenant à une vieille famille d'aristocrates, il était resté attaché à tout ce qu'il avait aimé et servi ses ancêtres : au Parlement, où il siégea pendant plus de 50 années, et où sa carrière fut des plus belles et des plus fécondes, il partagea ses soins entre l'agriculture et la marine, qu'il servit avec une égale compétence et un égal dévouement.

Du Sénat il fut chargé de rapporter les projets les plus difficiles et les plus délicats, et il le fit avec autant de tact que de science et d'intelligence. Malgré son grand âge, il avait continué jusqu'à ses derniers mois à suivre régulièrement les séances de notre Commission, et bien souvent, après des discussions qu'il avait écoutées sans interrompre, il nous montrait par une observation juste et opportune que rien de ce qui s'était dit devant lui ne lui avait échappé et qu'il était pleinement au courant de la question.

qui venait d'être débattue.

Jusqu'au bout sa présence ici aura donc été utile. Nous perdons en lui un ami très cher et un homme de bien entouré de toutes les sympathies. Nous priions notre collègue, M. Ducloux, de bien vouloir se faire l'interprète de nos regrets auprès de la famille de M. Riottreau et du département de la Manche, qu'il représentait si dignement parmi nous (Applaudissements unanimes).

Observations au sujet de M. Brindeau. — Le Sénat a renvoyé pour examen de la proposition de loi à notre Commission une proposition de loi, adoptée concernant l'institution pour la Chambre, tendant à l'institution d'un ordre du "mérite maritime" ou "mérite maritime", destiné à récompenser les désignations des rapatriés rendus à la marine marchande, services de cette proposition que la Légion d'honneur et les médailles et honneurs de la loi. M. Brindeau qu'insuffisamment. L'ordre nouveau serait soumis à des règles analogues à celles qui régissent le "mérite agricole". Je demande que la Commission veuille bien désigner un rapporteur de la proposition de loi.

M. le Comte de Blois. — Il paraît que la nouvelle décoration peut être conférée aux membres de la marine militaire pour services rendus à la marine marchande.

M. Brindeau. — C'est tout à fait mon avis.

M. le Président. — Il suffira, pour donner satisfaction à M. le Comte de Blois, d'ajouter à la proposition de loi un article portant que les membres de la marine militaire pourront être décorés du "mérite maritime" par le ministre chargé des services de la marine marchande.

M. Brindeau est désigné par la Commission comme rapporteur de la proposition de loi. Il est

26  
entendu que le rapport qu'il soumettra à la Commission à la reprise des travaux sera limité à l'adoption de la proposition de loi avec un texte additionnel conforme aux desiderata exprimés par M. le Comte de Blois.

Proposition de résolu. M. Lemaire rappelle son intervention, au cours de la séance de M. Lemaire la dernière séance de la Commission, en faveur des officiers-officiers-mariniers mis à la retraite à 25 ans de services et à 45 ans d'âge en vertu de circulaires ministérielles de 1921 et de 1922 : ces officiers-mariniers, circulaires de 1921 et qui vont être prochainement rayés des contrôles de la 1922. Approbation réservée, n'ont pu obtenir les croix de la Légion d'honneur de cette proposition pour lesquelles ils avaient été proposés pendant leur activité, à raison du peu d'inscriptions qui sont faites aux tableaux. Il serait nécessaire, pour réparer cette injustice dont ont souffert de dignes serviteurs de l'Etat, qu'un tableau de concours supplémentaire fût établi en leur faveur.

Tel est l'objet de la proposition de résolution que M. Lemaire a préparée, conformément à la décision prise par la Commission à sa dernière séance, et dont il donne lecture.

La proposition de résolution est approuvée par la Commission; elle sera signée de tous les membres présents.

Désignation du rapporteur la proposition de M. le Président, la Commission pour provision décide de désigner dès à présent un rapporteur pour le projet de loi visant chargé de suivre à la Chambre l'examen du projet de loi, récemment déposé par le Gouvernement en vertu du t. autorisant la mise en chantier, du 1<sup>er</sup> juillet 1922, du 30 juin 1923, d'unités comprises dans la deuxième tranche du programme naval, fixant les annuités

à inscrire aux budgets de 1929 à 1932 inclus et portant ouverture de crédits sur l'exercice 1929 pour la construction desdits unités.

M. Lémery est désigné. Il déclare que quelques jours lui suffiront, lorsque la Chambre se sera prononcée sur le projet de loi, pour mettre la Commission à même de statuer à son tour.

Compte-rendu des travaux de la Délégation. — M. le Président. — Nous abordons maintenant le compte-rendu des travaux de la Délégation de la Commission de Bologne et mission qui s'est rendue dans le courant du mois de mars à Bologne et en Corse. Le voyage a été fort intéressant, mais animé par beaucoup d'entrain de la part de tous les membres de la Délégation et j'espère qu'il aura d'heureux résultats grâce à l'esprit de collaboration avec lequel nous avons travaillé.

Dès le matin des premiers jours que nous avons passés à Bologne, nous avons vu le préfet maritime, qui a répondu à nos questions avec la plus grande franchise et la plus grande netteté; en ce qui concerne la défense de la Corse, il nous a dit qu'elle était inexistante, notamment au point de vue de l'aviation. Nous avons visité ensuite avec curiosité et conscience diverses organisations de Bologne. Puis nous nous sommes rendus à bord du vaisseau-amiral de l'escadre, la "Bretagne", où nous avons été reçus avec élan; là, dans le grand salon du bâtiment, nous nous sommes entretenus pendant 7 heures  $\frac{1}{2}$  avec les commandants et avec tous les commandants des diverses unités de l'escadre, qui avaient été spécialement convoqués. Tous ces officiers se sont exprimés devant nous avec la plus entière liberté et avec un seul souci: celui de la visite. Ils nous ont fait part

des critiques qu'ils avaient à formuler et nous ont  
indiqué ce dont ils estimaient avoir besoin comme  
armes et comme fortifications. Le ton de la conversation  
a été extrêmement amical, et je sais que les offi-  
ciers qui ont causé avec nous, agréablement surpris  
de notre démarche, nous en sont reconnaissants. La  
soumme notre visite à Boulon aura, j'en ai la conviction,  
été très salutaire.

Quant à la Corse, elle est charmante à voir, mais  
nous ne laissons pas d'être inquiets au sujet de ce  
que nous y trouverions au point de vue qui nous  
préoccupait. La réception qui nous a été faite dans  
l'île et qui avait organisé nos collègues M. M.  
Jari et Jordani ainsi que le Président du Conseil  
général, M. Landry, cette réception, dis-je, a été  
cordiale, affectueuse. Le lendemain de notre arrivée,  
nous avons eu à la Marine une réunion à laquelle  
avaient été conviés, outre l'amiral Herr, qui avait  
son pavillon sur le croiseur « Tuetz », lequel nous avait  
transportés de Boulon à Bastia, le Général Gourmeau,  
le commandant de la Marine et le commandant  
de l'aviation. Nous nous sommes convaincus que l'île  
n'était pas protégée contre des attaques éventuelles et  
que son véritablement serait insuffisant en cas  
de guerre.

Plusieurs membres de la délégation vont apporter  
à la Commission leurs rapports particuliers, qui ex-  
priment notre sentiment à tous, sur les diverses  
questions que nous avons examinées, tant à Boulon  
qu'en Corse; après quoi je vous soumettrai un rapport  
général. Lorsque vous aurez approuvé tous ces rapports,  
je me propose d'en envoyer des exemplaires aux dif-  
férentes personnalités qualifiées pour les recevoir, c'est-à-

don le Président de la République, le Président du Conseil, les Ministres de la Guerre et de la Marine, le Ministre des Travaux publics, les Présidents des Commissions des finances et de l'armée du Sénat.

M. <sup>r</sup> Servain. — Il importe de rappeler que la prise de la Corse, M. <sup>r</sup> Martin, s'est montré tout à fait prévenant à notre égard.

M. le Président. — Oui, et je l'en ai remercié.

Rapport de M. Martin. M. <sup>r</sup> Martin-Binaison donne lecture de son rap. Binaison en nom de port, en nom de la délégation de Toulon et de la délégation de Toulon-Corse, sur : 1.° l'excursion (centre du Polygone, centre de la Corse, de Lucs-Pierrefeu); 2.° la visite du "Siarn"; 3.° la confiance des commandants à bord de la "Bata-observations au sujet igne", la visite de la "Panthère", de la "Bourras- du bâtiment-école que" et de l'"Edgar-Quinet".

des usignes de 2.° Le rapport est approuvé.

classe.

M. le Président dit qu'aux dernières nouvelles le Ministère de la Marine aurait décidé de prendre l'"Edgar-Quinet" comme bâtiment-école d'application des usignes de 2.° classe. Le voiseur, ajoute M. le Président, que nous avons visité à Toulon avec le Directeur des constructions navales, a des chaudières neuves, les machines peuvent fonctionner pendant dix années encore; il est plus grand que la "Jeanne d'Arc", le bâtiment-école actuel; il file 17 nœuds au maximum, 14 nœuds en service normal. Avec une dépense de 10 ou 12 millions on pourrait l'armurer en bâtiment-école, et alors le surplus des sommes prévues l'année dernière pour la construction d'un bâtiment spécial ne serait affecté à un supplément de bâtiments de combat, dans l'utilité se fait grandement sentir.

Communication de M. le Baron - Je suis présenté à la Commission, au  
Bergue au sujet de l'œuvre de la délimitation de l'Ordon et de l'Orse, un rap-  
port au nom fait sur les demandes dont nous ont saisis les muni-  
cipalités des différentes ports de la Corse au sujet de  
l'Ordon et de l'Orse. L'amélioration des aménagements et de l'utilisation de  
ces ports, à l'exception de celui de Porto-Vecchio, qui  
fera l'objet d'un rapport spécial de notre collègue M.  
Giorani. Je me suis mis en relations avec le Ministre  
des Travaux publics, car je sais qu'il y a eu des études  
faites par les Ponts et Chaussées sur les questions qui  
font l'objet de mon rapport; quand j'aurai eu commu-  
nication de ces études, je rédigerai mon rapport, qui pour-  
ra sans doute être soumis à la Commission à la reprise  
de la session parlementaire.

des nouvelles batteries. M. Bergon - La Commission n'avait chargé d'étudier  
des saint-mandres protestations dont elle avait été saisie contre l'éta-  
blissement. Visant dans la presqu'île de Saint-Mandrie,  
communication qui ferme la route de Boulon, de batteries de 34. J'ai  
M. Bergon et appris que l'état-major général de la marine envisage  
observation de la l'extension du périmètre des expropriations autour de  
la Présidente. Les batteries, ce qui donnera satisfaction aux protestataires  
Mais je m'informerais de ce que coûterait l'expropriation  
de la totalité de la presqu'île qui se termine par la cap  
Cépet.

Le 2<sup>e</sup> Président. - La question qui doit préoccuper la Commission de la Marine, c'est avant tout de savoir si les batteries de 34, qui couvriraient Boulon à 40 kilomètres en avant, sont indispensables ; à notre point de vue, la question des expropriations est secondaire. D'autre part, il faudrait interroger le Ministre de la Marine sur l'utilité de la construction d'autres batteries qui couvriraient Boulon à l'est et à l'ouest.

M. Bergeron - Je suis d'accord avec M. le Président et je suis tout disposé à présenter à la Commission des études sur les points qu'il a indiqués, c'est-à-dire en somme sur la défense de Boulon. Mais je ferai remarquer que jusqu'ici je n'avais été chargé que du dossier des protestations élevées contre les nouvelles batteries de Saint-Maudrieu.

Rapport de M. Audouy. M. Audouy donne lecture d'un rapport sur les au nom de la Délégation maritime de Sainte-Anne et de Saint-Martin de Boulon et de Corse, dressé à Boulon, rapport présenté au nom de la Délégation.

Le rapport est approuvé.

Rapport de M. Fenoux. M. Fenoux donne lecture d'un rapport, au nom de au nom de la Délégation de Boulon et de Corse, sur la ravitaillement de Boulon et de ment de la Corse.

Corse.

Le rapport est approuvé.

M. Sari fait connaître que l'intendance s'est enfin décidée à s'occuper du ravitaillement de la Corse et de la constitution dans l'île de stocks suffisants de blé et de farine. Il existe déjà une minoterie à Corte; il faut obtenir par des encouragements qu'il s'en fonde d'autres, et pour cela que la culture du blé, très possible en Corse, soit elle aussi encouragée.

Rapport de M. Ferrain. M. Ferrain donne lecture d'un rapport, au nom de au nom de la Délégation de Boulon et de Corse, sur la construction de Boulon de Boulon d'abris souterrains destinés à recevoir les et de Corse. explosifs, jusqu'ici dispersés et à l'air libre.

Le rapport est approuvé.

M. le Président dit que la dispersion actuelle des explosifs à l'air libre offre de grands dangers. Les comptes qu'elle absorbe un personnel considérable

au moment même où la marine manque d'hommes.

Rapport de M. Héry. Le Président donne communication d'un rapport au nom de la délégation nommée de la délégation de Toulon et de Corse, que de Toulon et de Corse a fait parvenir M. Héry sur le foyer des équipages, le cercle des officiers marins, le cercle naval, établissements de la marine à Toulon, avec une note sur le recrutement des équipages de la flotte.

Le rapport est approuvé.

La séance est levée à 7 heures 5 minutes.

Le Président,

7<sup>e</sup> séance.

Séance du mercredi 18 mai 1927.

Présidence de M. de Kerquize, Président.

La séance est ouverte à 16 heures.

Présents : M. de Kerquize, Fenoux, Babin-Lhuys, Jari, Giordano, Dudoigne, Brindeau, Hing, Bergon, Martin-Binacchon, Delys, Hennessey, Picrin.

Excusé : M. Fissir.

désignation du rapporteur La Commission désigne M. Fenoux comme rapporteur du projet de loi concernant le projet de loi, adopté par la Chambre, portant la cession gratuite autorisant, en vue de l'édification de maisons ou de parcelles de terrain à servir, la cession gratuite de deux parcelles de terrain à Tidi-Abdallah affectées à la marine à Tidi-Abdallah.

demande de renvoi M. Brindeau demande que la Commission se déclare à la Commission pour elle-même le renvoi du projet de loi, adopté par la Chambre, relatif à la navigation côtière ; c'est-à-dire la navigation par une erreur évidente que ce projet, qui traite une matière essentiellement maritime, a été renvoyé par la Chambre à la Commission des travaux publics.

La Commission décide de faire droit à la demande de M. Brindeau.

Rapport de M. Bergon M. Bergon donne lecture d'un rapport, au nom du nom de la délégué de la délégation de Boulon et de Corse, sur la désignation de Boulon et de Boulon.

de Corse.

Le rapport est approuvé, après un échange d'observations sur les canons de 340 des batteries de Saint-Mandrier et sur la possibilité de substituer à ces canons d'autres pièces d'un calibre plus élevé.

Rapport de M. Giordano. M. Giordano donne lecture d'un rapport, au nom  
au nom de la déléguée la délégation de Toulon et de Corse, sur les travaux  
gation de Toulon à effectuer dans le port de Porto-Vecchio.  
et de Corse.

M. Martin-Binacchioni se demande si dans la  
baie de Porto-Vecchio les fonds sont suffisants pour  
permettre le passage des bâtiments en vue desquels  
le rapport réclame la construction d'un quai dans  
le port. Il rappelle que, par suite de l'insuffisance  
des fonds dans ces parages la marine a dû renoncer  
à établir à Porto-Vecchio une poste de torpilleurs.

M. Giordano répond qu'il suffira de draguer la  
vase accumulée dans la passe du port et que  
2 millions de francs suffiront pour couvrir la  
totalité de la dépense. Au surplus, ce ne sont que  
des chalands dont l'accostage est prévu au quai  
à construire.

M. Martin-Binacchioni craint que la dépense ne  
dépasse 2 millions.

M. Giordano. Il va de soi que le quai ne serait  
pas construit s'il était reconnu impossible d'obtenir  
sans frais exorbitants des fonds suffisants.

M. le Président. Je rappelle que la délégation de la  
Commission ne s'était rendue en Corse que pour étudier  
la défense militaire, maritime et aérienne de l'île.

Mais sur place on lui a déclaré que les problèmes  
intéressant la marine marchande étaient insépara-  
bles de ceux qui ont trait à la marine militaire, et  
voilà comment nous avons été amenés à étudier les  
vœux des diverses municipalités concernant les ports  
de la Corse.

Le rapport de M. Giordano est approuvé.

Rapport de M. Turi. M. Turi fait l'exposé de son rapport, au nom de

sur le nom de la délégation de Goulon et de la Corse, sur la réorga-  
nisation des services maritimes postaux entre la France  
et la Corse. Actuellement, en outre-t-il, ces services  
sont assurés par 8 bâtiments, dont 3 sont presque  
hors d'usage; il est indispensable que désormais ils  
le soient par 7 bâtiments, ce qui permettra d'en avoir  
un constamment en réserve pour remplacer ceux qui  
auront besoin de réparations. Les bâtiments à  
construire devraient être 13 voeux en service  
ordinaire, 15 voeux en service rapide, 16 voeux  
en service extraordinaire de jour entre Nice, Calvi  
et Bastia; d'autre part, il faudrait qu'un service  
côtière, ayant son point d'origine à Marseille et  
y revenant, fût le tour de l'île en desservant tous  
les ports du littoral corse. Les desiderata sont  
conformes à ceux qu'a exprimés le conseil général  
de la Corse après avoir entendu M. Fraissinet, gi-  
rant des services dont il s'agit.

M. Giordano précise que le conseil général a sur-  
tout insisté pour l'attribution aux services maritimes  
postaux entre la France et la Corse de 7 bâtiments,  
ce qui implique l'obligation d'en construire incessam-  
ment 5 voeux, 2 seulement de ceux qui naviguent  
actuellement pouvant continuer à être utilisés.

M. le Président constate que si les conclusions du  
rapport de M. Sari sont approuvées par la Commis-  
sion, celle-ci soutiendra les vœux du conseil général  
de la Corse, comme la délégation en avait pris l'en-  
gagement.

Les conclusions du rapport de M. Sari sont  
approuvées, après des observations de M. Blayssac et  
de M. Martin-Bien-Chon sur le caractère de la commis-  
sion relative à l'exécution des services maritimes postaux.

entre la France et la Corse et sur la possibilité de faire  
construire au titre des réparations de guerre les nouveaux  
bâtimens qui seront affectés à ces services.

La séance est levée à 7 heures 10 minutes.

Le Président,

8<sup>e</sup> séance.

Séance du mardi 24 mai 1927.

Présidence de M. de Kerguérec, Président.

La séance est ouverte à 16 heures.

Présents : M. de Kerguérec, Fénoux, Rio, Sari, Bergeon, Laniel, Bériz, Hennesy, Bissier, Martin-Binacchon, Lemaire, Lémery, Giraud.Élection d'un vice. Appelé à élire un vice-président en remplacement du président et d'un de M. Riottreau, démissionnaire, la Commission nomme secrétaire de la Com. à l'unanimité M. Bergeon.

mission.

Elle nomme ensuite, également à l'unanimité, M. Martin-Binacchon secrétaire en remplacement de M. Bergeon nommé vice-président.Complément au rapport M. Sari, complétant les conclusions de son rapport, le M. Sari au nom de la délégation de Boulogne et de Corse, sur la délégation des services maritimes postaux entre la France et la Corse, Boulogne et de Corse demande à la Commission de se prononcer, conformément

aux vœux des habitants de la Corse, en faveur de la suppression dans le contrat à intervenir de la clause d'exonération de responsabilité du transporteur et aussi de la clause relative à la compétence obligatoire du tribunal de Marseille en matière de litiges pour avaries maritimes.

M. Rio est d'accord avec M. Sari sur ce dernier point (compétence obligatoire du tribunal de Marseille) et il estime qu'il est urgent une entente pour intervenir avec M. Fraissinet. Quant à la question de l'exonération de responsabilité du transporteur, c'est la Conférence internationale de Bruxelles qui la règle pour tous les connaissements sans exception.

Les conclusions complémentaires du M. Tarn sont approuvées.

Rapport de M. Bergeon donne lecture d'un rapport, au nom de M. Bergeon au nom de la Délégation de Toulon et de Corse, sur les travaux de la délégation déjà exécutés dans les différents ports corses.

Toulon et de Corse. M. le Président fait observer que le rapport reproduit toutes les demandes dont la délégation a été saisie par les municipalités pendant son séjour en Corse.

M. Fissier montre l'excès qui serait commis si les crédits susceptibles d'être affectés aux ports corses étaient éparpillés pour l'exécution de travaux sur un trop grand nombre de points. Il voudrait concentrer les efforts sur quelques ports bien choisis.

M. Hennessy. - Et dans le rapport fixer un ordre d'exécution des travaux suivant leur importance.

M. Bergeon. - En principe je suis entièrement d'accord avec M. Fissier et M. Hennessy : mais je fais observer, d'une part, que les travaux mentionnés dans mon rapport sont en général peu coûteux, et d'autre part, que les communications par terre faisant défaut ou étant très insuffisantes sur beaucoup de points de la Corse il faut bien permettre à celle-ci de recourir par mer, dans un assez grand nombre de ports, tout ce dont elle a besoin.

M. Lémercy. - Constaté dans votre rapport que toutes les demandes concernant les ports corses dont vous avez été saisi sont légitimes en soi, mais indignes pour l'exécution des travaux réclamés un ordre d'urgence.

M. Bergeon. - Je n'ai retenu que les demandes concernant des travaux déjà étudiés et acceptés par les Ports et Chaussées.

M. Fissier. - Mais pour tous les ports de France il y a

des travaux étudiés et acceptés par les Trés et Chang-  
siis !

M. Rio. - Bien, il y en a pour une dépense de  
3 milliards de francs !

M. Bissier. - A tout prendre, mieux vaudrait  
construire des chemins de fer en Corse. Ce n'est que  
comme spécialement le port de Propriano, je signale  
qu'il est constamment menacé d'ensablement.

M. Martin-Bonachon. - Il faudrait avoir en Corse  
deux grands ports bien aménagés, desservis directement  
par les paquebots de la métropole, puis organiser un  
service côtier qui desservirait régulièrement les petits  
ports, comme cela se fait à Madagascar et à  
la Nouvelle-Calédonie.

M. Rio. - C'est tout à fait mon avis.

Le rapport de M. Merzeau est approuvé, sous  
réserve qu'il indiquera un ordre d'urgence pour  
l'exécution des travaux et qu'il montrera l'uti-  
lité de la création d'un service de navigation côtier  
faisant le tour de la Corse pour desservir réguliè-  
rement les petits ports en partant des grands ports  
relies directement à la métropole et en y revenant.

Adoption de la proposition. La Commission adopte la proposition de résolution  
de résolution concernant de M. Lémarie et de plusieurs de ses collègues  
les officiers marins mis concernant les officiers-marins mis à la retraite  
à la retraite en 1921 et offre en vertu de la circulaire ministérielle du 6  
1922. Désignation du rapporteur 1921, modifiée et complétée par la circulaire  
rapporteur; approbation du 20 février 1922.

du rapport. M. Lémarie est désigné comme rapporteur de cette  
proposition de résolution. La Commission approuve  
son rapport.

Observations concues. M. Le Président. — Il serait souhaitable d'obtenir que lors-  
 vent la disaffection du vote du projet de loi, actuellement soumis à la  
 lation et la réf. Chambre, autorisant la mise en chantier, du 1.<sup>er</sup> juillet  
 fixation du 1.<sup>er</sup> 1927 au 30 juin 1928, d'unités comprises dans la 2.<sup>e</sup> tranche  
 dits affectés à un programme naval, fixant les annuités à inscrire aux  
 la construction budgète de 1927 à 1932 inclus et portant ouverture de cr.  
 d'un bâtiment dits sur l'exercice 1927 pour la construction des dites uni-  
 côle des enseignes, que les crédits rendus disponibles par l'abandon de  
 2.<sup>e</sup> classe la construction d'un bâtiment - école des enseignes de  
 2.<sup>e</sup> classe fussent affectés à un complément d'unités  
 combattants, dont pourrait être ainsi dotée la marine  
 qui en a grand besoin. Et si la Commission est de cet  
 avis, il y aurait intérêt à ce qu'elle le fît connaître  
 sans retard.

M. Lémery. — Nous ne pourrions que soumettre au Sénat  
 une proposition de résolution, car je ne crois pas que  
 constitutionnellement la Haute-Assemblée ait le  
 droit d'inscrire dans le projet de loi, lorsqu'il vien-  
 dra en discussion devant elle, des crédits affectés  
 à la construction de nouveaux bâtiments.

M. Fissier. — Mais il ne s'agit que d'un changement  
 d'affectation de crédits précédemment votés. Cela, pour-  
 quoi le Sénat ne pourrait-il le décider, s'il était  
 saisi d'un amendement en ce sens ?

M. Lémery. — Je m'informerais de la procédure sug-  
 gérée et être suivie à cet égard. Quant à l'af-  
 fectation nouvelle à demander pour les crédits rendus  
 disponibles par l'abandon du bâtiment-école, je  
 voudrais pour ma part que ces crédits fussent con-  
 sacrés à un gros effort en faveur de notre marine  
 maritime de bombardement.

M. Le Président. — Cela est difficile, étant donné que  
 jusqu'ici nous avons toujours demandé la substitution

41

bâtiment-école ~~de~~ unités de combat.

M. Lémery. - Nous aurons plus de chances de triompher devant le Sénat si nous réalisons un effort pour l'aviation maritime de bombardement.

M. le Président. - Ce serait abandonner le terrain où nous nous sommes assis de nous placer jusqu'à présent.

M. Lémery s'informera de la procédure susceptible d'être suivie au Sénat pour obtenir le changement d'affectation des crédits précédemment votés pour la construction d'un bâtiment-école, et il fera sur ce point un rapport verbal à la Commission lors de sa prochaine séance.

La séance est levée à 7 heures 15 minutes.

Le Président,

9<sup>e</sup> séance.

Séance du mardi 31 mai 1927.

Présidence de M. de Kerguelen, Président.

La séance est ouverte à 16 heures 5 minutes.

Présents : M. de Kerguelen, Rio, Lémery, Hennessy, le Comte de Blois, Bergeon, Tissot, Brindeau, Fortin, Fenoux, Martin-Binacchon, Servain, Le Bars, Héry, Girard, de Ponceren, Ducloux, Picrin, Jari.

La question du bâtiment Lémery. — A sa dernière séance, la Commission maritime des m'aait chargé de prendre des renseignements au sujet des possibilités de réaffectation des crédits votés l'année dernière par le Lémery pour la construction d'un bâtiment-école sur la réaffectation des crédits de voierie de 2<sup>e</sup> classe et restés jusqu'ici et la réaffectation présent inutilisés.

Des crédits. — Je me suis donc informé et j'apporte à la Commission d'observations. Le résultat de mon enquête ; mais auparavant je rappelle comment est née la question dont il s'agit : communiqué dans le rapport que je présentais au Sénat en juillet dernier à la presse. sur le projet de loi relatif à la mise en chantier

de bâtiments compris dans la 2<sup>e</sup> tranche du programme naval, je montrais qu'au lieu de construire un bâtiment-école tout neuf mieux vaudrait utiliser pour les usages de 2<sup>e</sup> classe le croiseur « Edgar-Quinot », qui est susceptible de durer jusqu'en 1935. La Commission des finances, elle, saisie pour avis du même projet de loi, concluait, par l'organe de son rapporteur, M. Raiberti, que le bâtiment-école ne devait être construit mais qu'il convenait d'en modifier les caractéristiques de manière à en faire un véritable croiseur. Finalement le projet de loi fut voté par le Sénat sans modifications au texte de la Chambre : ce projet a autorisé

le Ministre de la Marine à mettre en chantier le bâtiment école et à engager des dépenses pour cette construction; il avait seulement été entendu que les caractéristiques de ce bâtiment école seraient modifiées et soumises aux Commissions parlementaires compétentes.

Mais l'accord ne s'étant pas fait ici sur les dites caractéristiques, on s'est demandé ce que deviendraient les crédits accordés par le Parlement pour la construction du bâtiment en question: pourrions-nous obtenir la désaffectation de ces crédits et leur réaffectation à un autre emploi au moyen d'un amendement soumis au Sénat et portant sur le nouveau projet concernant des mises en chantier qui a été déposé par le Gouvernement sur le bureau de la Chambre? Cela ne paraît pas possible, car en réalité il s'agirait d'une annulation suivie d'une ouverture de crédits et en pareille matière le Sénat n'a pas le droit d'initiative.

À défaut de cette procédure, pourrions-nous, par la voie d'une proposition de résolution sur laquelle le Sénat serait appelé à se prononcer, inviter le Gouvernement à insérer au nouveau projet ayant été mis de faire allusion des crédits correspondant à ceux qui lui avaient été accordés l'année dernière pour le bâtiment école et qui n'ont pas été utilisés; ces crédits serviraient à un autre objet qui serait spécifié. Le dépôt et la discussion d'une pareille proposition de résolution sortirait des attributions parlementaires et le Ministre de la Marine pourrait aisément se dérober à l'invitation qui lui serait adressée.

Aussi est-ce, à mon avis, sur le seul ou l'un des

44  
la Marine qui il conviendrait d'engager la bataille. Je  
proposerais, à propos d'un casier de crédits additionnels  
par exemple, demander le report au budget de 1927  
des crédits votés en 1926 pour le bâtiment-école, étant  
entendu que ces crédits reportés serviraient à la construc-  
tion de nouveaux bâtiments de combat. Si la Commis-  
sion approuve cette manière de voir, peut-être M. le Pré-  
sident pourrait-il écrire à M. le Ministre de la Marine  
pour l'avis de nos intentions.

M. Martin Binaison. — Comme rapporteur de la  
question du bâtiment-école, je rappelle que j'ai conclu,  
au nom de la Commission et avec son approbation ex-  
plicit, au rejet des caractéristiques qui nous avaient  
été soumises pour ledit bâtiment-école; mais jamais  
jusqu'ici nous n'avons dit que nous demandions que  
ce dernier ne fût pas construit et que les crédits votés  
pour sa construction fussent désaffectés, puis réaffectés  
à un autre emploi!

M. le Président. — C'est à la fin de notre dernière séance,  
alors que M. Martin Binaison avait déjà quitté la  
salle de nos délibérations, que nous nous sommes occupés  
d'obtenir le règlement de l'affaire du bâtiment-école  
au moyen d'une désaffectation et d'une réaffectation  
des crédits.

M. Martin Binaison. — Si la Commission entre dans  
cette voie, elle se déjugera!

M. le Président. — Non: étant donné le désaccord qui  
persiste entre le Ministre de la Marine et nous sur les  
caractéristiques du nouveau bâtiment-école, les crédits  
précédemment votés demeurent sans emploi, et alors  
il est tout naturel que nous demandions qu'ils soient  
utilisés pour de nouveaux objets: d'abord, l'aménage-  
ment de l'"Edgar-Quinot" en bâtiment-école, ensuite

la construction d'unités de combat supplémentaires.  
M. Martin-Binachon. — Je crains bien qu'en nous  
plaçant sur le terrain-là nous n'obtenions aucune  
satisfaction.

M. Lémery. — En tout cas, si l'on ne renonce pas à  
construire un nouveau bâtiment-école, la Marine  
ne pourra pas dépenser des millions pour aménager  
l'"Edgar-Guinet".

M. le Président. — Nous ne pouvons cependant rester  
dans la situation actuelle : le journal "la Dépêche  
de Brest" a publié un article, que je sais bien avoir  
été communiqué par le Ministre de la Marine et  
où nous sommes vivement critiqués à propos de cette  
affaire du bâtiment-école : on va jusqu'à nous ren-  
dre éventuellement responsables du désastre qui se  
produirait si la "Jeanne-d'Arc", le bâtiment-école  
actuel, qui est à bout de souffle, venait à avoir  
un accident de navigation.

D'autre part, le Ministre de la Marine a, paraît-il,  
rigoré non le Président et le Rapporteur de la  
Commission de la Marine militaire de la Chambre,  
M. Le Bail et M. Robaglia, pour obtenir que  
la Commission dégage publiquement sa responsabi-  
lité au sujet d'une catastrophe éventuelle de la  
"Jeanne-d'Arc".

Il est bien ! il est impossible que nous restions sous  
le coup d'une pareille campagne !

M. Martin-Binachon. — Cela, c'est une autre  
question. Mais sur le fond de l'affaire, si nous  
demandons implicitement qu'on renonce à construire  
un nouveau bâtiment-école, nous changeons d'at-  
titude.

M. Lémery. — Il est certain qu'en agant simultanément

niement ou même successivement deux attitudes différentes au sujet du bâtiment-école nous prêtres la place à certaines attaques, même injustifiées au fond. M. Hennessy. - Pour ce qui est de l'« Edgar-Guinet », la Marine dira sans doute qu'il est utilisable comme bâtiment-école, mais que c'est un instrument lourd et coûteux à manœuvrer.

M. le Comte de Blois. - L'année dernière nous avons accepté la construction d'un nouveau bâtiment-école, sous réserve que les caractéristiques nous en seraient soumises; l'accord en s'étant pas fait jusqu'ici sur les caractéristiques, notre rapporteur nous a proposé et nous avons accepté une solution provisoire et de fortune qui consiste à aménager spécialement l'« Edgar-Guinet ». Je ne vois pas dans tout cela deux attitudes différentes de la Commission.

M. Lémery. - D'accord, mais les choses changent dès lors que nous réclamons la désaffectation et la réaffectation des crédits précédemment votés pour le bâtiment-école.

M. le Comte de Blois. - Ce qu'il faut à l'heure actuelle, c'est obtenir l'aménagement de l'« Edgar-Guinet » d'urgence, en persistant à demander la construction du nouveau bâtiment-école.

M. Hery. - Mais en attendant qu'on se soit entendu sur les caractéristiques de ce nouveau bâtiment-école, la plus grande partie des crédits votés pour sa construction vont demeurer sans emploi, et c'est à quoi il faut pourvoir!

M. le Président. - C'est cela!

M. le Ministre-Maire. - Si nous demandons au Ministre de la Marine de désaffecter et de réaffecter les crédits, nous nous inclinons pour la même

devant son refus de nous donner satisfaction par les caractéristiques du nouveau bâtiment-école.

M. Fissier. — Le fait est qu'il arrive, ce nouveau bâtiment-école ne pourra être mis en chantier cette année ; mais il ne faut pas que ce retard prive la Marina d'une partie des crédits votés par le Parlement ; et d'autre part il importe de répondre aux attaques dirigées contre nous. C'est pourquoi nous pourrions expliquer publiquement que notre avis est d'arrêter immédiatement l'« Edgar Quinet » et d'utiliser d'une manière ou d'une autre le surplus de ressources nous disponible par le retard qu'a subi la construction du nouveau bâtiment-école.

M. Lémery. — Je voudrais d'ajouter que nous sommes disposés à voter ultérieurement de nouveaux crédits pour cette construction du nouveau bâtiment-école lorsque l'accord sera fait sur ses caractéristiques.

M. le Président. — Je propose de charger M. Lémery de rédiger un communiqué destiné à la presse, dans le sens des observations qui viennent d'être présentées par lui-même et par M. Fissier (adhésion).

La proposition de M. le Président est adoptée.

M. le Président. — Quel-élu voudrait-il aussi de charger M. Martin Barachon de préparer une réponse en notre nom à l'article de la « Dépêche de Brest » dont j'ai parlé.

M. le Comte de Blois. — Ce serait attachés trop d'importance à cet article que d'y répondre directement et officiellement (approbation).

M. le Président. — Alors, je me bornerai à en voyer au directeur de la « Dépêche de Brest » le communiqué

rédigié par M. Lémery. (A l'adhésion).

M. Martin-Bonafant. — Ne pourrions-nous pas faire une démarche auprès de M. le Président du Conseil pour protester contre l'attitude prise à notre égard par le Ministre de la Marine ?

M. le Président. — Nous allons avoir très prochainement l'occasion de voir M. Poincaré, pour lui remettre un exemplaire des rapports de la délégation de Bologne et de Corse ; nous pourrions à ce moment-là lui parler de l'attitude du Ministre de la Marine ; nous pourrions notamment lui raconter le fait que des renseignements ayant été demandés par nous aux représentants de la Marine en Corse pour nous permettre de préparer nos rapports et ces renseignements, transmis par la voie hiérarchique, étant restés 44 jours au cabinet du Ministre, le chef de ce cabinet, le commandant Barlow, ne m'en a communiqué qu'après une démarche que j'avais faite auprès de lui et en les accompagnant d'une note de l'Etat-major général déclarant que les renseignements en question sont exacts mais trop précis et qu'en particulier il était inutile de nous donner l'emplacement des batteries ! (Exclamations)

M. Lémery donne lecture du communiqué destiné à la presse qu'il vient de rédiger sur la question du bâtiment-école.

Le communiqué est approuvé par la Commission.

Désignation du rap. La Commission désigne M. Rio comme rapporteur du projet de loi, adopté par la Chambre, relatif à la navigation intérieure côtière.

Rapports de M. M. Bissier donne lecture des rapports suivants, au nom de la délégation de Bologne et de Corse :

- de la délégation de Boulon 1.<sup>o</sup> défense de Bonifacio;  
 et de Corse. 2.<sup>o</sup> atelier des torpilles à Boulon;  
 3.<sup>o</sup> centre d'études de Boulon;  
 4.<sup>o</sup> stations de sous-marins à Boulon.

Les rapports sont approuvés.

Rapport général de M. le Président donne lecture de son rapport gé-  
 néral au tirail au nom de la délégation de Boulon et de  
 Corse.

de Boulon et de Corse. Le rapport général est approuvé.

M. Lari... j'ai eu récemment l'occasion de causer  
 de la défense de la Corse avec le général commandant  
 la 15<sup>e</sup> région, qui m'a déclaré qu'on  
 craignait une invasion des fascistes italiens en Corse  
 par Bonifacio et que des mesures allaient être prises  
 pour parer à ce danger. On voit donc que les craintes  
 exprimées par M. le Président dans son rapport général  
 sont partagées par les militaires chargés de la défense du  
 territoire.

Décisions relatives Sur la proposition de M. le Président, la Commission  
 à la remise ou à l'achat:

1.<sup>o</sup> qu'un exemplaire des divers rapports présentés au nom  
 des divers rapports de la délégation de Boulon et de Corse sera remis à  
 une copie de la déli. M. le Président du Conseil dans son cabinet par  
 gestion de Boulon le bureau de la Commission;

et de Corse. 2.<sup>o</sup> que des exemplaires des mêmes rapports seront envo-  
 yés à titre confidentiel à tous les membres de la Com-  
 mission, à la Commission des finances, et à la Com-  
 mission de l'armée du Sénat, aux membres du  
 gouvernement, à la Commission de la Marine militaire  
 de la Chambre, aux membres du Conseil supérieur  
 de la guerre, au commandant de l'escadre de la

Méditerranée, au chef de l'Etat-major général de la Marine, aux membres du conseil supérieur de la Marine, au préfet maritime de Toulon, au commandant de la Marine et au général-gouverneur de la Corse, au préfet et au Président du conseil général de la Corse, et, d'une manière générale, à toutes les personnes qui ont collaboré avec la délégation de la Commission.

Représentation officielle Sur la proposition de la Commission, la Commission de la Commission a décidé qu'elle sera représentée officiellement à l'inauguration, qui aura lieu à la Pointe Saint-Mathieu le 12 juin, du monument élevé aux marins morts par la patrie pendant la guerre 1914-1918. M. Morte pour la patrie, vice-président de la Commission, est chargé de prononcer la parole au nom de cette dernière, et les membres de la Commission qui le désireront seront invités à le joindre à lui pour former la représentation officielle de la Commission à la cérémonie dont il s'agit.

La séance est levée à 78 heures  $\frac{1}{4}$ .

Le Président,

10<sup>e</sup> Séance.

Séance du mardi 24 juin 1927.

Présidence de M. de Kerquize, Président.

La séance est ouverte à 15 heures 40 minutes.

Présents : M. de Kerquize, Fenoux, Martin-Bismahan, Dudoigny, Picrain, Lévain, Rio, Le Mars, Bergeon, Lémery, le Comte de Blois, Brindeau, Fissier.

Discours de M. Lamy. M. le Président. — Pour la troisième fois depuis quel-  
 ques semaines j'ai le pénible devoir de faire part à  
 la Commission du décès d'un de ses membres : a-  
 près M. de Lariguais, après M. Riottreau, notre  
 collègue M. Lamy vient de mourir. Nous sommes  
 tous douloureusement frappés de la perte d'un ami  
 de longue date auquel nous portons la plus grande  
 affection. A la Chambre, on le suivait pendant de  
 nombreuses années, puis on suivait M. Lamy, qui  
 était un modesto, travailla silencieusement et  
 consciencieusement à l'élaboration de textes législa-  
 tifs susceptibles d'assurer plus de bien-être à nos  
 maîtres, qu'il connaissait et aimait depuis tou-  
 jours. Un des plus jeunes membres de notre Com-  
 mission, il nous a quittés brusquement ; nos re-  
 grets sont vifs ; je dirai à sa famille combien nous  
 sommes peints et quel vide sa disparition laisse  
 dans nos rangs (Applaudissements unanimes).

M. Rio dit qu'il assistera demain aux obsèques  
 de M. Lamy et qu'il exprimera aux siens les  
 regrets et la sympathie de la Commission. (Appro-  
 bation).

Compte-rendu de la M. Fenoux et M. Le Mars rendent compte de la

participation officielle de la délégation de la Commission de la Commission à l'inauguration, qui a eu lieu le 12 juin, à l'inauguration, le monument s'élevait à la Pointe Saint-Mathieu aux 12 juin, les monuments morts pour la patrie pendant la guerre sont aux marins 1914-18. Ils signalent le peu d'égards dont les morts pour la patrie ont été entourés au cours de cette cérémonie par les autorités maritimes et ils mettent en cause à ce sujet le Ministre de la Marine.

Désignation du rapporteur La Commission désigne M. Martin Binaison pour l'avis de la Commission rapporteur de l'avis qui elle doit émettre Commission sur le projet de loi, adopté par la Chambre, sur projet de loi relatif l'organisation générale de la nation pour le temps à l'organisation de la guerre.

Interrogation pour le temps M. Bergeron demande qu'à propos de l'article 32 de la guerre. du projet de loi, où il est dit notamment que l'échange d'obus: "Le Ministre de la Marine réalise l'organisation défensive à bord des navires de commerce", M.

le Rapporteur veuille bien, dans l'avis qu'il rédige au nom de la Commission, exprimer le désir que cette organisation défensive soit préparée dès le temps de paix, de manière qu'en cas d'hostilité elle ne subisse pas les mêmes retards si préjudiciables qui ont été constatés au début de la guerre 1914-18. M. le Rapporteur promet de donner satisfaction à M. Bergeron.

Sans s'opposer à la demande de M. Bergeron, M. le Comte de Blois fait observer que la question qui vient d'être soulevée ne peut être résolue d'une manière satisfaisante que grâce à des négociations diplomatiques et à des conventions internationales: ce qui, en effet, a tant retardé l'armement des navires de commerce au début de la guerre 1914-18, c'est

que les neutres prétendraient considérer comme belligérants les navires de commerce armés d'un canon.

A propos du projet sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, M. L. Rivet demande au rapporteur de l'avis de la Commission sur ce projet de bien vouloir prendre des renseignements au sujet d'un autre projet, concernant la réquisition des bâtiments de pêche, qui aurait été déposé par le Ministre de la Marine sur le bureau de la Chambre sans que le Président du Conseil, Ministre des finances, en eût eu connaissance, et dont les Commissions compétentes de l'autre Assemblée auraient demandé le retrait au Président du Conseil par l'organe de M. Sarrailh; cette demande n'aurait d'ailleurs pas reçu satisfaction, par suite de la résistance du Ministre de la Marine.

Désignation des rap. de la Commission désignée :

porteurs de 3 projets M. le Comte de Blois comme rapporteur de la proposition de loi, adoptée par la Chambre, tendant à compléter l'article 30 de la loi du 14 avril 1924, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires;

M. Rio comme rapporteur du projet de loi, adopté par la Chambre, tendant à la ratification du décret du 8 novembre 1926 portant réduction du montant total des engagements de dépenses autorisés par la loi du 19 juin 1920 pour le développement de la flotte de pêche et l'organisation de la pêche maritime;

M. Brindeau comme rapporteur : 1.° du projet de loi, adopté par la Chambre, tendant à la rati-

fixation du décret du 8 novembre 1926 portant réduction du nombre des membres des commissions de visite instituées par l'article 4 de la loi du 17 avril 1907 sur la sécurité de la navigation maritime; 2°. du projet de loi, adopté par la Chambre, tendant à la ratification du décret du 28 décembre 1926 portant modification du décret du 8 novembre 1926 relatif au nombre des membres des commissions de visite des navires.

Adoption du projet de loi. — Femoux donne lecture d'un rapport sur le projet de loi relatif à la loi, adopté par la Chambre, autorisant, en concession gratuite de vue de l'édification de maisons ouvrières, la cession gratuite de deux parcelles de terrain affectées terrain à Sidi-à-la-marine à Sidi-Abdallah.

Abdallah. Le rapport, qui conclut à l'adoption du projet de loi, est approuvé. Le projet de loi est adopté.

Adoption du projet de loi. — Ris donne lecture d'un rapport sur le projet de loi relatif à la loi, adopté par la Chambre, relatif à la navigation intérieure.

Le rapport, qui, tout en faisant des réserves sur certaines expressions intégnales figurant dans le projet de loi, conclut à l'adoption dudit projet, est approuvé. Le projet de loi est adopté.

Communication de la Présidence. — Le Président informe la Commission que les rapports de la délégation de Boudou et de Corse ont été envoyés à la Commission et qu'un exemplaire en sera fait de la même manière demain soir mercredi 15 juin à la Présidence du Conseil. D'autres exemplaires ont déjà été envoyés à tous les membres de la Commission ainsi qu'aux commissions sénatoriales des finances.

et de l'armée; les derniers seront expédiés à leurs destinataires dès que M. le Président du Conseil sera en possession du sien; M. le Président veillera à ce que tous demeurent confidentiels.

M. le Président ajoute que les différentes personnes qualifiées qui ont été en connaissance des rapports en ont été très frappées et qu'elles ont exprimé leur gratitude à la Commission de la Marine qui lui a présenté des travaux si intéressants et en même temps si simples et si objectifs.

Communication d'une lettre de M. le Président fait connaître qu'il a reçu de M. le Ministre de la Marine une lettre relative à la question du bâtiment-école des enseignes de la 2<sup>e</sup> classe et qu'il a communiqué ladite lettre au Comité de la 2<sup>e</sup> classe. M. Martin-Bonachon donne lecture de la lettre.

Échange d'observations de M. le Ministre de la Marine; il la soumet à la Commission d'entretien et en discute les arguments. Il conclut en maintenant l'avis du Président du Conseil sur l'opinion précédemment exprimée par lui de cette question qu'avec les caractéristiques prévues jusqu'à présent de la 2<sup>e</sup> classe le bâtiment-école ne répondra pas aux besoins pour la 2<sup>e</sup> classe tout au moins en ce qui concerne le tonnage qui en la génération de l'Edgar a trait à la puissance offensive, que par conséquent ce bâtiment sera démolie dès le moment de sa mise en service, c'est-à-dire dès 1933.

M. Martin-Bonachon reconnaît d'ailleurs que, M. le Président du Conseil refusant de donner son adhésion à l'augmentation de dépenses de 45 millions qui entraînerait la construction d'un bâtiment dont les caractéristiques seraient conformes aux desiderata de la Commission, il y a là un obstacle très sérieux au règlement.

satisfaisant de cette affaire.

M. Bissier fait observer que si l'on utilisait l'Edgar-Quinet comme bâtiment-école, on n'aurait plus besoin, au moins pour le moment, des 45 millions supplémentaires ni même de la totalité des crédits précédemment votés.

M. Le Président donne lecture d'une note qu'il se propose de remettre demain à M. Le Président du Conseil, au cours de l'entrevue qu'aura avec lui le Bureau de la Commission. Cette note demande l'ajournement et l'utilisation immédiate de l'Edgar-Quinet comme bâtiment-école.

Cette note est approuvée. Elle sera donc remise à M. Le Président du Conseil, que de son côté M. Martin-Binacchon entretiendra de la question des caractéristiques du bâtiment qu'il a à construire.

M. Le Président dit qu'il sait, comme M. Martin-Binacchon, de source certaine, que l'utilisation de l'Edgar-Quinet comme bâtiment-école a été acceptée par l'Etat-major général de la marine, dont le rapport est depuis deux mois entre les mains du Ministre.

La séance est levée à 76 heures 40 minutes.

Le Président,

11<sup>e</sup> Séance.

Séance du mercredi 6 juillet 1921.

Présidence de M. de Kerquize, Président.

La séance est ouverte à 16 heures.

Présents : M. de Kerquize, Fenoux, Martin-Simard, Lancien, Perrin, Babu - Charay, Bergion, Servain, Girolaud, Le Comte de Blois, Le Hars, Brindeau, Lari, Rio, Giraud, Veyssière.

Demande de renvoi. Sur la proposition de M. le Président, la Commission pour avis à la Commission de demandes au Sénat que lui soient renvoyées les deux lois pour avis les deux projets de loi suivants :

Projets de loi. 1.<sup>er</sup> projet de loi, adopté par la Chambre, tendant à la ratification de la convention concernant le paiement d'une indemnité de chômage au marin en cas de perte du navire par naufrage, élaborée à Gênes par la Conférence internationale du travail et signée à Paris le 1.<sup>er</sup> juin 1921 par la France et la Belgique ;

2.<sup>er</sup> projet de loi, adopté par la Chambre, tendant à la ratification du projet de convention concernant le placement des marins, adopté par la Conférence internationale du travail dans sa 2.<sup>e</sup> session, tenue à Gênes du 15 juin au 10 juillet 1920.

Adoption avec modification. Brindeau donne lecture d'un rapport sur la fixation de la pré-proposition de loi, adoptée par la Chambre, tendant à la proposition de loi relative à l'institution d'un ordre du "mérite maritime".

Le rapport conclut à l'adoption de la proposition de loi, sans modifications au texte voté par la Chambre : le texte, en effet, explique M. le Rapporteur, n'exclut aucunement le personnel de la marine militaire du bénéfice de la nouvelle dis-

ration; elle-ci pourra donc lui être attribuée, conformément au vœu exprimé à une précédente séance par M. le Comte de Blois, sans qu'il soit besoin de rien changer à la rédaction de la proposition de loi telle qu'elle est soumise au Sénat. C'est d'ailleurs là l'avis des auteurs de ladite proposition de loi, M. Henri Basso notamment.

M. le Président et M. le Comte de Blois pensent, au contraire, que, pour permettre d'une manière certaine l'attribution du "mérite maritime" au personnel de la marine militaire, il serait utile d'ajouter une précision dans le sens au texte voté par la Chambre. Ainsi aucune contestation ne serait possible sur le sens de ce texte.

M. le Rapporteur. — Je ne m'oppose pas à ce que la précision demandée soit introduite dans la proposition de loi au moyen d'un article additionnel; mais alors, et d'accord avec M. Basso, avec qui je m'en suis entretenu, j'ai cru qu'il serait bon que cet article additionnel signifiait que la décoration du "mérite maritime" ~~pourra~~ <sup>sera</sup> être attribuée au personnel de la marine militaire dans la proportion d'un dixième du contingent annuel. (Adhésion).

La Commission adopte la proposition de loi avec le texte voté par la Chambre, mais en y ajoutant un article additionnel ainsi conçu: "Les croix de chevalier, d'officier et de commandeur pourront, le cas échéant, être attribuées au personnel de la marine de l'Etat dans la proportion d'un dixième du contingent annuel".

Le Rapport de M. Pinchaud est approuvé.

Adoption de la proposition. M. le Comte de Blois donne lecture d'un rapport de la Commission sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre l'article 30 de la loi du, tendant à compléter l'article 30 de la loi du 14 avril 1924 (révisé 14 avril 1924, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires).

Le rapport, qui conclut à l'adoption de la proposition de loi sans modifications au texte voté par la Chambre, est approuvé. La proposition de loi est adoptée.

Compte rendu par M. le Président. Conformément au mandat qu'il a donné au Président de la Commission, votre bureau, représenté l'autre jour par son Président, par M. Bergon, vice-président, et de la Commission par M. le Comte de Blois, secrétaire, auxquels s'ajoute M. le Président a joint M. Jari comme représentant de la Commission du Conseil et de la Corse est venue auprès de M. le Président du Conseil pour lui remettre les rapports de la délégation de la Corse et de la Commission de la Corse. M. Poincaré avait convoqué la délégation de la Corse à cette entrevue. M. Leygues, ministre de la Marine et de la Pêche, dont il jugeait la présence indispensable.

La discussion s'est engagée. Nous avons peu parlé de la Corse. La cause de la Corse, M. le Président du Conseil et d'un bâtiment qui connaissait insuffisamment cette question; c'est des esprits vains depuis j'ai vu M. Poincaré qui avait la 2<sup>e</sup> classe; appropos rapports et qui m'a déclaré qu'il ne pouvait donner sur cette question une appréciation sur la gestion du ministre de la Marine, c'est un de ses collaborateurs mais qu'il avait rapport de M. donné des ordres pour que les recommandations de M. Binaud nos rapports fussent immédiatement exécutés point par point.

J'ajoute que j'ai vu que nos rapports avaient soulevé une vive émotion dans le milieu compétent, où on les a considérés comme de première

importance au point de vue de la défense nationale et où l'on a rendu hommage à leur caractère consciencieux et objectif. Nous n'avons donc qu'à attendre que les mesures que nous avons préconisées ou ce qui concerne la Corse soient mises en application; je demanderais à nos collègues qui représentent ce département, M. L. Turi et Giordano, de bien vouloir nous tenir au courant de ce qui se fera à cet égard.

M. Turi. — La semaine dernière, j'ai, comme maire de Bastia, été présenté sur la contribution que cette ville serait éventuellement disposée à consentir pour l'établissement, décidé par le Gouvernement, d'une base d'aviation navale à l'étang de Biguglia.

M. le Président. — Eh bien! vous voudrez bien continuer à exercer votre contrôle sur place et à nous renseigner.

M. Turi. — Très volontiers.

M. le Président. — Je dois maintenant faire connaître à la Commission que M. l'Amiral Phommé, préfet maritime de Brouais, m'a écrit, pour me remercier de l'envoi qui lui avait été fait de vos rapports, une lettre dans laquelle il déclare que quant à lui il est fermement résolu à continuer à dire la vérité sur les choses de la marine (T.B. T.B.).

Je reviens à notre entrevue avec M. le Président du Conseil. Au cours de cette entrevue, nous avons abordé la question du bâtiment-école des enseignes de vaisseau de 2<sup>e</sup> classe; une note a même été mise par nous sur cette question à M. Poincaré. M. le Ministre de la Marine, lui, s'en est tenu à sa position antérieure et il s'est montré à cet

égard tout à fait intransigeant, mais sans fournir à l'appui de son opinion aucune raison convaincante. La discussion a duré au moins une heure. M. le Président du conseil ne pourrait naturellement donner tort à son collaborateur; il a seulement constaté le désaccord persistant entre le dernier et nous et il a ajouté qu'on ne pouvait qu'en appeler au Sénat. M. Lyautey a acquiescé mais depuis il n'y a rien eu de nouveau. Cette circonstance m'indigne que M. le Ministre de la Marine avait soutenu pendant la discussion que 2 ans  $\frac{1}{2}$  suffiraient pour construire le bâtiment-école projeté; or, cette assertion est absolument fautive: en réalité il faudra au moins 4 ans sinon 5.

D'autre part j'ai demandé l'avis de plusieurs amiraux qui ne sont plus en activité mais qui restent de hautes autorités navales, l'amiral Lacaze, l'amiral Rosty, l'amiral Grasset, l'amiral Roussin, sur le différend qui s'est élevé entre M. le Ministre de la Marine et nous au sujet des caractéristiques du bâtiment-école; tous sans exception nous donnent raison. Quant aux officiers en activité, qui, eux, ne peuvent parler, ils partagent également notre opinion.

Bonne si le débat à la tribune du Sénat que M. le Ministre de la Marine doit provoquer a bien effectivement, nous y ferons figure de défenseurs bien armés pour répondre aux critiques qui seraient dirigées contre nous.

M. Martin-Bonachon. — En attendant, il me falloit que nous répondions à la lettre de M. le Ministre de la Marine en date du 31 mai que M. le Président a communiqué à la Com-

mission au cours de la séance du 14 juin.  
 M. le Comte de Blois. - Il faut dire que M.  
 le Ministre de la Marine a reconnu devant nous  
 qu'en tout cas il serait nécessaire qu'un bâti-  
 ment déjà existant fût en quelque sorte la "sca-  
 dure" entre la "Jeune d'Arc", presque à bout  
 de souffle, et le futur bâtiment-école compris dans  
 la tranche du programme naval voté l'année  
 dernière; M. Leger n'a d'ailleurs rien objec-  
 té au choix, préconisé par nous, de C<sup>te</sup> Golgar-Gui-  
 net pour remplir ce rôle. Finalement si cette solu-  
 tion paraît, comme C<sup>te</sup> Golgar-Guinet "paraît"  
 nous en être sûr, il sera très possible pendant  
 ce laps de temps préparé à l'avis la construction  
 d'un bâtiment neuf répondant à tous les besoins,  
 et cela sans avoir à concentrer des dépenses  
 excessives sur un petit nombre d'exercices finan-  
 ciers. (Approbation).

M. Martin-Bonachon. - Voici le rapport  
 que j'ai rédigé sur la dernière lettre de M.  
 le Ministre de la Marine concernant la ques-  
 tion du bâtiment-école :

"Dans sa séance du 14<sup>e</sup> Juin, la Commission sénatoriale de la  
 Marine a pris connaissance de la lettre du Ministre en date du 31  
 mai, répondant à celle de son Président du 9 de de même mois.

Le désaccord concernant les caractéristiques du nouveau Croi-  
 seur -Ecole subsiste entre lui et nous, aggravé, puisque le Prési-  
 dent du Conseil, Ministre des finances, saisi (Page 10 de la lettre  
 du 31 Mai) du fait, a déclaré que les charges du Trésor ne l'autó-  
 risaient pas à nous accorder 45 millions de plus pour la construc-  
 tion du bâtiment école.

Vous m'avez donné mission de répondre une fois encore, aux ob-  
 jections présentées. Je le ferai très succinctement, car cette con-  
 troverse épistolaire est épuisée et ne saurait s'éterniser.

Incontestablement, la Marine n'a pas fait un effort sincère  
 pour réaliser, en quoi que ce soit, les vues de notre Commission.  
 Elle a simplement substitué aux données du projet primitif, voté  
 par la Chambre, la chauffe mixte, charbon, mazout, par la chauffe  
 au mazout seul. C'est tout.

Il est inadmissible et cela de toute évidence qu'un bâtiment de 5.900 tonnes de déplacement Washington, armé exactement comme les Croiseurs de 8.000 tonnes (type Duguay-Trouin puisse assurer à 140 élèves-officiers, à l'Etat-Major, à l'Equipe xxx les facilités de vie, le confort nécessaire voire même la possibilité de travailler et de naviguer au loin.

Si le Croiseur-Ecole actuel est à bout de souffle, son remplaçant mis en chantier fin février 1927, donc sans retard, ne pourra pas entrer en service avant 1932 au plus tôt. Obligatoirement, une solution provisoire s'impose d'urgence. Notre Commission a indiqué celle de l'Edgar Quinet ou celle du "Pluton" estimant que, dans ces conditions, elle avait tout le temps nécessaire pour faire oeuvre utile dans l'intérêt et de la Marine et des deniers budgétaires.

Si notre Commission a préconisé le calibre de 205 millimètres pour l'Artillerie, c'est parce que les accords de Washington permettent son utilisation sur la "Flotte auxiliaire" et qu'un Croiseur de surveillance et de protection de nos lignes de communication doit pouvoir lutter à armes au moins égales avec ses adversaires. Tous les arguments invoqués pour justifier le calibre 203m/m des types "Suffren" valent pour un croiseur d'escorte.

Dès le début de la discussion notre Commission avait demandé un croiseur filant au moins 25 noeuds, et, "si nous avons invoqué en faveur de l'augmentation du tonnage l'étude de "l'Ingénieur général Raclot", c'est en partant de cette demande qui n'exclut pas, mais, au contraire, appelle la vitesse de 30 noeuds. Il est exact, qu'en diminuant la vitesse on rend les déplacements de 6.000 tonnes

intéressants mais bien moins, à beaucoup près, que ceux de 7.500 tonnes, limite du pourcentage de 25 % optimum, affecté au poids de machines par rapport au déplacement total (page 580).

En résumé: notre point de vue est le suivant: Doit-on dépenser 100 millions pour construire une Unité qualifiée par la Marine elle-même d'hybride, très insuffisante comme valeur combative, nettement incapable de satisfaire aux aménagements nécessaires pour l'instruction de 140 élèves officiers? Ne vaut-il pas mieux, avec une dépense supplémentaire de 30 millions maximum, répartie en quatre exercices, faire oeuvre vraiment utile et avoir à la fois un bon croiseur de combat et un bon Croiseur-école.

Si notre situation financière ne permet pas cette effort, pour-quoi permettrait-elle celui de 100 millions mal utilisés?

Notre Commission estime qu'il était de son devoir d'attirer l'attention du Gouvernement sur cette question. Elle l'a fait en toute indépendance, uniquement soucieuse de sauvegarder les deniers publics xxx et l'intérêt primordial de notre défense nationale. Puisque la Marine ne peut modifier son point de vue, notre Commission de son côté ne peut que maintenir sa manière de voir."

*Le rapport ci-dessus est approuvé. Il sera communiqué, au nom de la Commission, à M. le Ministre de la Marine.*

Approbation d'un additif. M. Vergoren donne lecture d'un additif à son  
rapport de M. Vergoren précédemment approuvé, au nom de la  
Commission de la délégation du Boulon et de Corse, sur les travaux  
de la délégation du Boulon à exécuter dans les différents ports corse.  
et de l'Etat, les ports de l'additif est approuvé.  
de l'Etat.

Examen du projet M. Jaurès, rapporteur du projet de loi, adopte par  
la loi relatif aux la Chambre, concernant l'exploitation des services  
services maritimes maritimes postaux et d'intérêt général entre la  
de l'Etat. France continentale et la Corse, présente à la Com-  
mission d'une mission l'exposé de ce projet de loi ainsi que de la  
tendre son projet convention, de l'adoption et du calcul des charges qui  
de la loi M. Jaurès y sont annexés.

Ministre des Travaux Publics. On joint de une du nombre des navires qui assurent  
les services publics, tout les services dont il s'agit, satisfaction est donnée  
par M. Jaurès aux usagers, puis que la convention et l'adoption  
prévoient la commande d'un paquebot supplémen-  
taire pour le 1<sup>er</sup> septembre 1928 au plus tard. Il y  
aura donc en tout 7 bâtiments affectés aux services  
de l'Etat (les 6 bâtiments actuels ou leurs rempla-  
çants, et 1 bâtiment supplémentaire).

En outre, la vitesse indiquée par le calcul des  
charges pour les services secondaires (11 nœuds) est  
insuffisante; elle devrait être portée à 12 ou 13  
nœuds, et d'autant plus que les bâtiments à construire  
devront, aux termes de la convention avoir aux es-  
sais une vitesse de 15 nœuds, et que même, toujours  
d'après la convention, le bâtiment à construire de  
type "type II" devra avoir une vitesse de 15 nœuds  
en service.

D'autre part, il serait nécessaire d'exiger:  
1<sup>o</sup> l'installation sur tous les bâtiments d'un  
abri pour les passagers de pont; 2<sup>o</sup> la séparation

de l'espace réservé à ces mêmes passagers du pont et de l'endroit où sont parqués les animaux vivants transportés ; 3.° la fixation d'une date pour la construction du cargo dont la mise en service est prévue par l'armement et par le cahier des charges ; 4.° l'octroi d'un statut au personnel sédentaire de la Compagnie concessionnaire.

Enfin il conviendrait d'obtenir la disparition de la clause des connaissements de la Compagnie concessionnaire qui porte que le tribunal de Commerce de Marseille est exclusivement compétent relativement aux difficultés pouvant naître du contrat de transport.

M. le Rapporteur insiste surtout sur ce dernier point, en montrant qu'il est inadmissible que, par une dérogation formelle aux règles du droit commun, la Compagnie concessionnaire des Services maritimes de Corse cède toute compétence aux tribunaux de l'île touchant les litiges qui peuvent s'élever entre elle et les chargés. Il signale qu'au contraire c'est en Corse que sont jugés les différends entre les usagers des chemins de fer de l'île et la Compagnie exploitante, bien que celle-ci ait son siège à Paris.

M. le Rapporteur conclut que le projet de loi soumis à la Commission, malgré les réserves graves qu'appellent certaines dispositions de la convention et du cahier des charges qui y sont annexés, doit, vers la prochaine clôture de la session parlementaire, être voté sans modifications, de manière que la nouvelle régime institué pour les services maritimes de Corse puisse entrer en vigueur à la date du 15 août 1921, prévue par l'article 1.° de la

convention; mais qu'il conviendrait qu'un avenant nouveau fût voté immédiatement après le projet de loi, avenant rectifiant la convention et le cahier des charges sur les points indiqués comme préjudiciables à la viticulture.

M. Giordano s'associe aux conclusions de M. le Rapporteur, et, comme celui-ci, il souligne le caractère anormal et inacceptable pour la Corse de la clause des connaissements relative à l'attribution exclusive de compétence au tribunal de commerce de Marseille.

M. Rio. — Sur le fond je suis d'accord avec M. le Rapporteur; j'estime, comme lui, qu'il serait désirable que des améliorations fussent apportées à la convention et au cahier des charges qui nous sont soumis; mais je ne crois pas que le vote d'un avenant, proposé par M. Sari, soit un moyen pratique de l'obtenir satisfaction sur les points qu'il a signalés: un avenant est, en effet, une convention, et le Sénat, puis la Chambre ne peuvent voter ou plutôt approuver un acte de ce genre que si le Gouvernement et le concessionnaire du service ont d'abord souscrit après l'avoir signé.

— Au surplus, M. Fraissinet, Président de la Compagnie concessionnaire des services maritimes de Corse, ne consentira certainement pas à la disparition de la clause des connaissements qui choque le plus nos collègues MM. Sari et Giordano, j'en ai parlé de la clause relative à l'attribution de compétence.

J'ajoute qu'en ce qui concerne la clause d'exonération de responsabilité, qui a souvent été critiquée elle aussi, c'est là une question qui ne pourra être

réglée que conformément aux décisions de la Conférence internationale de Bruxelles qui est chargée de l'étudier.

Enfin je signale que, si la gestion de la Compagnie Fraissinet dans le passé a pu donner lieu à certaines attaques, la Compagnie aboutit-il s'il s'agit peut-être de répondre qu'elle ne réalise pas un gain net de 200.000<sup>+</sup> non l'exploitation des services maritimes de Corse alors que cette exploitation se traduit par un chiffre d'affaires de 700 millions de francs !

Je conclus comme M. le Rapporteur que pour le moment, et tout en réservant la possibilité de améliorations futures au nouveau régime des services maritimes de Corse, il importe de ratifier sans délai le projet de loi instituant ce régime, lequel représente un progrès considérable par rapport à l'état de choses existant.

M. Bayssière. - M. le Rapporteur et M. Girard ont critiqué la clause d'attribution de compétence au tribunal de Commerce de Marseille pour tous les litiges entre les chargeurs et la Compagnie concessionnaire des services maritimes de Corse. Mais il faut bien dire que les matières maritimes sont extrêmement difficiles et compliquées car le règlement comprend surtout des usages, et qu'en France il n'y a guère que les tribunaux de Commerce du Havre de Nantes et de Marseille qui les connaissent à fond et sachent bien appliquer les règles qui régissent ce domaine très spécial. Dans les conditions, on ne saurait s'étonner de la préférence que montre la Compagnie Fraissinet pour le tribunal de Marseille.

M. le Rapporteur. - La compétence et l'impartialité des tribunaux et de la Cour qui siègent en Corse ne

sont cependant pas discutables.

M. le Président. — M. le Ministre des Travaux publics a exprimé le désir de venir demain s'expliquer devant la Commission sur le projet de loi que nous venons d'examiner. Je propose à la Commission de décider qu'elle l'entendra demain jeudi 7 juillet à 14 heures  $\frac{1}{2}$  (adhésion).

Il en est ainsi décidé.

La Commission décide également, sur la proposition de M. le Président, qu'elle entendra sur le même projet de loi M. Fraissinet, Président de la Compagnie marseillaise de navigation à vapeur.

Ajournement du rap. M. Rio, rapporteur du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à la ratification du décret du 8 décembre 1925 portant réduction du montant total à la réduction des engagements de dépenses autorisés par la loi du 17 mars 1920 pour le développement de la flotte de pêche, des engagements de dépenses et l'organisation de la pêche maritime, dit qu'il a été autorisé par la loi à proposer d'étudier à propos de ce projet de loi la pêche maritime qui a été faite dans ces dernières années pour la pêche maritime et qu'en conséquence il lui sera prêt à soumettre son rapport à la Commission qui à la rentrée d'octobre (approbation).

Designation du rapporteur. Sur la demande, M. Verges est nommé rapporteur pour d'une part de la proposition de loi, adoptée par la Chambre, a pour objet de modifier l'article 5 de la loi du 17 décembre 1918 concernant les ingénieurs mécaniciens de 3<sup>e</sup> classe. Il présentera son rapport dès demain.

La séance est levée à 17 heures  $\frac{3}{4}$ .

Le Président,

42<sup>e</sup> Séance.

Séance du jeudi 7 juillet 1927.

Présidence de M. de Kerguezec, Président.

La séance est ouverte à 14 heures  $\frac{1}{2}$ .

Présents: M. de Kerguezec, Brindeau, Wabin-Chavay, Martin-Binac'hon, Bergon, Le Hars, Sorvain, Veyssière, Lémery, Bissier, Giordano, Fari, Cettoli, Rio, Giraud.

Adoption des projets. M. Brindeau donne lecture de rapports sur:  
 1<sup>o</sup> la loi relative au 1<sup>er</sup> le projet de loi, adopté par la Chambre, tendant à  
 porter des modifications à la ratification du décret du 3 novembre 1926, portant  
 des commissions tant réduction du nombre des membres des commissions  
 de visite des navires instituées par l'article 4 de la loi  
 du 7 avril 1907 sur la sécurité de la navigation  
 maritime;

2<sup>o</sup> le projet de loi, adopté par la Chambre, tendant  
 à la ratification du décret du 28 décembre 1926,  
 portant modification du décret du 3 novembre  
 1926 relatif au nombre des membres des commissions  
 de visite des navires.

Les rapports conduisent à l'adoption des projets de  
 loi. M. le Rapporteur expose que le 1<sup>er</sup> décret  
 qu'il s'agit de ratifier, celui du 3 novembre 1926,  
 a eu pour but de simplifier les voyages du service  
 de la sécurité de la navigation maritime et de  
 réaliser une économie sur les dépenses qu'entraîne  
 ce service; et que le 2<sup>e</sup> décret, celui du 28 décembre  
 1926, a corrigé ce qu'il y avait d'excessif  
 dans la réduction, opérée par le 1<sup>er</sup>, du nombre  
 des membres des commissions de visite, surtout  
 en ce qui concerne les navires de pêche.

Les rapports sont approuvés et les projets de loi adoptés.

Résolution du Ministre La Commission entend M. Truché Gauthier, Min  
des Travaux publics et des Travaux publics, sur le projet de loi,  
le projet de loi relatif adopté par la Chambre, concernant l'exploitation  
aux services maritimes des services maritimes postaux et d'intérêt général  
avec la Corse, entre la France continentale et la Corse.

(Voir la sténographie)

Observations sur l'ordre Après le départ de M. le Ministre, M. le Prési-  
dent qui vient d'écouter constate que les représentants de la Corse  
ont bien. ont obtenu de celui-ci le maximum de satisfac-  
tion d'entendement compatible avec la situation difficile où se  
trouve M. Fraissinet trouve en face d'une convention et d'un cahier  
des charges qu'on ne peut modifier sans l'accord  
de la loi relative aux ser. de la Compagnie concessionnaire du service des  
services maritimes il s'agit (assentiment).

avec la Corse. M. le Président propose, d'autre part, à la Com-  
mission d'entendre demain vendredi à 15 heures  
M. Fraissinet, Président de la Compagnie mariti-  
me de navigation à vapeur.

Cette proposition est adoptée.

Désignation de M. Tari déclare que, si M. Fraissinet se montre  
remplacant in-irréductible sur les divers points où des améliorations  
sont de M. Tari à la convention et au cahier des charges sont de  
comme rapporteur mandés, il lui sera impossible à lui de conserver la  
du projet de loi charge de rapporteur du projet de loi.

relatif aux services M. le Prési Dans ces conditions, il conviendrait de  
maritimes avec désigner dès à présent un membre de la Commis-  
sion qui remplacerait comme rapporteur M. Tari,  
si celui-ci se voyait obligé de donner sa dimis-  
sion. Ainsi l'affaire, qui est urgente, ne subirait

pas de retard, le nouveau rapporteur pouvant d'ici à demain se mettre en mesure de conclure (déclaration).

La Commission désigne M. Rio pour remplacer éventuellement M. Jari comme rapporteur du projet de loi.

Décision d'entendre M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. le Ministre de la Marine demande à M. le Ministre de la Marine d'entendre par la Commission mardi prochain sur la question du 12 juillet afin de s'efforcer d'aboutir à un accord définitif. Elle sur la question du bâtiment école des officiers de 2<sup>e</sup> classe, usagers de marine de 2<sup>e</sup> classe.

La Commission décide d'entendre M. le Ministre le mardi 12 juillet à 15 heures.

M. le Président fait connaître que, sur la demande de M. le Ministre, il aura une entrevue avec lui avant son audition par la Commission.

Ajournement de l'ordre du jour la demande de M. Vergon, rapporteur de la loi de la proposition de loi, adoptée par la Chambre, ayant pour objet de modifier l'article 5 de la loi du 7 décembre 1918 concernant les ingénieurs-mécaniciens de 3<sup>e</sup> classe, l'examen de cette proposition de loi est ajourné.

La séance est levée à 16 heures 10 minutes.

Le Président,

Séance du vendredi 8 juillet 1921.

Présidence de M. de Kerquize, Président.

La séance est ouverte à 15 heures 40 minutes.

Présents : M. de Kerquize, Giordan, Cottoli, Martin Minachon, Magnien, Sari, Rio, Bergeon, Bimbeau, Le Mars, Servain, Perrin, Fissir.

On dit de la Trés. La Commission entend M. Fraissinet, Président de la Trés. sur le projet de loi de la Compagnie marseillaise de navigation à vapeur, sur lequel le projet de loi, adopté par la Chambre, concernant l'exploitation des services maritimes postaux et d'intérêt général entre la France continentale et la Corse. (voir la sténographie).

Adoption du projet. Après le départ de M. Fraissinet, M. Sari, rapporteur du projet de loi, déclare que, prenant acte des engagements de M. le Ministre des Travaux publics et de M. Fraissinet, il conservera la charge du rapport, qui conclura à l'adoption du projet et qui sera déposé aujourd'hui même sur le bureau du Sénat.

Le rapport est approuvé. Il est entendu que le rapport reproduira les lettres de M. le Ministre des Travaux publics à M. le Président de la Commission et celle de M. Fraissinet à M. le Ministre.

Le projet de loi est adopté.

M. Fissir dit qu'en ce qui concerne la clause des connaissements relative à la compétence exclusive du tribunal de commerce de Marseille, clause dont M. Fraissinet n'a pas accepté la suppression, M. Sari pourra en annuler l'effet en obtenant le vote d'une proposition de loi interdisant l'insertion dans les connaissements de clauses dérogeant au droit commun.

La séance est levée à 11 heures 20 minutes.

Le Président,

14<sup>e</sup> séance.

Séance du mardi 12 juillet 1915.

Présidence de M. de Kerguelen, Président.

La séance est ouverte à 15 heures.

Présents : M. de Kerguelen, Martin-Binac'hon, Le Her, Servain, Babin-Chevaye, Brindeau, Lémery, Rio, de Poncener, Vergon, Lancien.

Communication d'une M. L. Le Président donne lecture à la Commission d'une lettre du Vice-amiral Grasset, sur la question de l'établissement d'un bâtiment-croiseur de 2<sup>e</sup> classe. L'édifice Grasset relatif à la question de l'établissement d'un bâtiment-croiseur de 2<sup>e</sup> classe. L'édifice Grasset relatif à la question de l'établissement d'un bâtiment-croiseur de 2<sup>e</sup> classe.

Audition du Ministre La Commission entend M. L. Grasset, Ministre de la Marine sur la question de l'établissement d'un bâtiment-croiseur de 2<sup>e</sup> classe. L'édifice Grasset relatif à la question de l'établissement d'un bâtiment-croiseur de 2<sup>e</sup> classe.

(voir la sténographie)

Observations sur Après le départ de M. le Ministre, M. Martin-Binac'hon, rapporteur, exprime son étonnement de voir d'avoir ce que celui-ci ait tiré argument en faveur de la thèse qu'il soutient de l'armement des croiseurs d'adoption d'un anglais du type "Centaur" : ces croiseurs ne forment pas un bon type bien qu'ils aient une artillerie de 150 mm, mais ils ont été proposés par l'Angleterre en 1910 !

Lémery. M. Lémery... La question qui vient de faire l'objet de l'audition du Ministre de la Marine se présente sous deux aspects : l'un technique, l'autre

parlementaire. Au point de vue technique, le Ministre ne nous a apporté aucun argument nouveau en faveur de la construction d'un bâtiment de 5.500 ou de 6.500 tonnes; au contraire, il recourait qu'un bâtiment de 7.500 tonnes, c'est-à-dire du type que nous réclamons, serait préférable si les 45 millions supplémentaires que coûterait la construction étaient accordés; finalement donc sur ce point tout se ramène à une question d'argent, et cette question ne paraît pas insoluble puisque la dépense supplémentaire de 45 millions peut être répartie sur plusieurs exercices.

Au point de vue parlementaire, le Ministre nous a mis en présence d'un conflit entre nous et la Commission de la Marine de guerre de la Chambre. Eh bien! pour résoudre ce conflit, je crois qu'il y aurait lieu pour nous de prendre contact avec la Commission de la Chambre, pour tâcher de l'amener à notre opinion.

M. le Président. — J'ai vu M. Le Bail, Président de la Commission de la Marine de guerre de la Chambre, qui m'a paru avoir subi certaines influences hostiles à notre manière de voir et qui m'a simplement dit, pour justifier son avis dans la question du bâtiment-croiseur, que c'était là pour lui affaire de "mystère".

J'ajoute que vendredi dernier j'avais eu une conversation avec M. le Ministre de la Marine, conversation au cours de laquelle M. Leygues avait semblé accepter la construction d'un bâtiment de 7.500, peut-être même de 8.000 tonnes. Depuis il a changé d'avis, sans doute à la suite d'une entrevue avec M. Le Bail.

Mais nous, nous avons pour nous l'opinion des marins les plus qualifiés, en retraite ou en activité de service. Faisons-nous y donc ! Le Ministre a fini par accepter l'aménagement du C<sup>te</sup> Polyss. Guineat en bâtiment-école; seulement il entend que ce ne soit là qu'une solution transitoire. Pourquoi, si le "gar-guineat" peut encore vivre pendant 70 ans ? Pourquoi surtout vouloir dépenser 720 millions à la construction d'un bâtiment-école sans valeur militaire, sous prétexte qu'on ne peut obtenir d'engager une dépense supplémentaire qui permettrait d'avoir un croiseur réellement utilisable en temps de guerre ?

Toujours nous que les officiers de notre marine nous demandent des armes. Faisons tout pour les leur donner ! Dans cette affaire du bâtiment-école notre position est excellente : si le Sénat, appelé à se prononcer entre le Ministre et nous, nous donne tort, tant pis ! Nous succomberons avec honneur !

M<sup>r</sup> Martin-Bonachon. — J'ai dit que je ne comprenais pas que le Ministre nous opposât des croiseurs anglais qui remontaient à 1910. Il lui aurait dû faire état que des croiseurs construits depuis la conférence de Washington, qui, eux, portaient des canons de 203 mm !

Autre chose : le Ministre nous accuse d'avoir été de déjà d'un an la construction du bâtiment-école. Le reproche ne se soutient pas, puisqu'il est seulement le 2 février de cette année que nous nous en sommes occupés des caractéristiques de ce bâtiment-école !

M<sup>r</sup> le Président. — Le Ministre porte déjà la responsabilité de la construction des croiseurs de

8.000 tonnes, qui sont dépourvus de valeur militaire réelle, et aussi de l'aménagement en forte avions du "Blarin", qui coûtera très cher et ne rendra pas les services qu'on en attend, à cause d'une vitesse insuffisante. Il vaudrait maintenant vaut nous entraîner dans une nouvelle et grande œuvre, celle de la construction d'un bâtiment école inutilisable en temps de guerre : résister énergiquement ! (Approbation)

M. Rio. — La Commission est d'opinion unanime à cet égard ; mais quelle attitude va-t-elle prendre dans cette affaire ?

M. Martin-Bonachon. — Nous pourrions, comme l'a suggéré M. Lémery, prendre contact avec la Commission de la Marine de guerre de la Chambre et tâcher de nous entendre avec elle ; si nous ne réussissons pas à la convaincre, c'est le Sénat qui devra statuer.

M. Le Mars. — Nous pourrions en même temps nous efforcer d'obtenir le crédit supplémentaire de 45 millions réparti sur plusieurs exercices.

M. Lémery. — Je soumetts à la Commission l'ordre du jour suivant :

" La Commission de la Marine du Sénat,  
" considérant que, pour déterminer le tonnage  
" et l'aménagement du bâtiment-école pour la  
" construction auquel le Gouvernement a demandé  
" l'autorisation des Chambres, il faut prendre comme  
" un élément de comparaison non pas les croi-  
" seurs de type d'escorte tels que ceux du type  
" anglais "Centaur" construits en 1916, mais ceux  
" que l'Angleterre a envisagés dans la dernière  
" Conférence de Genève et qui sont de 7.500 tonnes,

" Considérant que le ministre de la Marine a proposé  
 " d'abord un croiseur de 5.500 tonnes, qui serait  
 " manifestement insuffisant pour loger en 1932  
 " ou 1933 un contingent d'officiers-élèves qui sera  
 " vraisemblablement de 140, auxquels il faut aj-  
 "outer les maîtres et professeurs ;

" Considérant que la nouvelle proposition, faite au  
 " jourd'hui, d'un croiseur de 6.500 tonnes est un  
 " compromis que ne justifie aucun argument d'ordre  
 " technique ou militaire ;

" Considérant que le point de vue de la Commission  
 " sénatoriale de la Marine est à ce point justifié  
 " que le ministre, interrogé, a dû déclarer que, s'il  
 " avait des crédits suffisants, il serait partisan  
 " de l'unité de 7.500 tonnes demandée par la Com-  
 " mission ;

" Considérant que ce serait gaspiller les deniers de  
 " l'Etat que de s'arrêter à une formule transaction-  
 " nelle qui ne correspond pas à une utilité militaire  
 " véritable ;

" Considérant que tout se réduit ainsi à une ques-  
 " tion de crédits, que les crédits supplémentaires exigés  
 " par la construction d'un bâtiment de 7.500 tonnes  
 " peuvent être répartis sur plusieurs exercices et  
 " que le patriotisme du Gouvernement et du Parle-  
 " ment ne refusera pas ces crédits à la Marine  
 " française renaissante ;

" Maintient à l'unanimité les conclusions de ses  
 " précédentes délibérations et charge le bureau de  
 " la Commission, auquel se joindra M. Lénier,  
 " rapporteur du programme naval, de prendre contact  
 " avec la Commission de la Marine de guerre de la  
 " Chambre pour examiner d'un commun accord la situation."

Cet ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Communication d'une lettre du <sup>1er</sup> de la Commission de la Marine de guerre de la Chambre lui a écrit pour l'informer que cette Commission enverrait une délégation visiter les usines à vapeur de la Chambre. La Commission décide de n'envoyer, elle, aucune délégation.

La séance est levée à 10 heures 10 minutes.

Le Président,

Séance du jeudi 10 novembre 1921.

Présidence de M. de Kerquiéze, Président.

La séance est ouverte à 15 heures 40 minutes.

Présents: M. de Kerquiéze, Bergion, Martin-Bina-  
chon, Rio, Brindeau, Héry, Dudoynx, Sevaux.

Designation des rap. La Commission désigne:

porteurs de divers M. Héry comme rapporteur du projet de loi, adopté  
projets de loi. par la Chambre, tendant à permettre l'accès aux grades  
de médecin en chef de 1<sup>re</sup> classe et de pharmacien chi-  
miste en chef de 1<sup>re</sup> classe, sous condition d'ancienneté  
dans le grade précédent, à certains officiers du corps de  
santé entrés dans les cadres après le 1<sup>er</sup> décembre 1900;M. Brindeau comme rapporteur du projet de loi,  
adopté par la Chambre, sur la rigueur du pilotage  
dans les ports maritimes;M. Rio comme rapporteur (pour avis) du projet de  
loi, adopté par la Chambre, portant annulation de cré-  
dits au titre du budget de la marine marchande;M. Bergion comme rapporteur (pour avis): 1<sup>er</sup> du  
projet de loi, adopté par la Chambre, tendant à la  
ratification du projet de convention concernant le place-  
ment des marins, adopté par la Conférence internatio-  
nale du travail dans sa 2<sup>e</sup> session, tenue à Gênes du  
15 juin au 10 juillet 1920; 2<sup>e</sup> du projet de loi, adop-  
té par la Chambre, tendant à la ratification de la con-  
vention concernant le paiement d'un indemnité de  
chômage au marin en cas de perte du navire par un  
sinistre, élaborée à Gênes par la Conférence internationale  
du travail et signée à Paris le 1<sup>er</sup> juin 1921 par la  
France et la Belgique; 3<sup>e</sup> du projet de loi, adopté par

la Chambre, tendant à la ratification du projet de convention fixant l'âge minimum d'admission des jeunes gens au travail en qualité de soutiers ou chauffeurs, adopté par la conférence internationale du travail dans sa troisième session, tenue à Genève du 25 octobre au 19 novembre 1921.

Lecture et approbation. — Martin Birachon donne lecture de l'avis qu'il a été chargé de rédiger, au nom de la Commission, l'avis de M. Martin sur le projet de loi, adopté par la Chambre, sur l'organisation de la défense générale de la nation pour la temps de guerre.

L'avis est favorable à l'adoption du projet de loi, générale de la nation qu'il est sorti des délibérations de la Commission pour la temps de l'armée, qui l'a examiné au fond. Toutefois, il propose de reprendre au 2.<sup>e</sup> § de l'article 35 la rédaction du 2.<sup>e</sup> § de l'article correspondant du texte de la Chambre, c'est-à-dire de l'article 24, et par conséquent de dire :

" Tous résolve des droits appartenant aux commandants  
 " de forces navales ou militaires dans les limites de leurs  
 " attributions, d'après les lois et règlements en vigueur,  
 " des décrets rendus en conseil des ministres décident  
 " des mesures générales à prendre, tant sur terre que  
 " sur mer et dans les airs, contre le commerce et  
 " les communications de l'ennemi; il appartient aux  
 " départements ministériels intéressés d'en assurer  
 " l'exécution avec l'approbation et sous le contrôle  
 " du ministre des affaires étrangères : "

au lieu de :

" Les décisions relatives à l'établissement du blocus  
 " et l'unité de direction entre les différents départe-  
 " ment pour l'exécution et la conduite du blocus sont "

réalisés par le ministre des Affaires étrangères."

D'autre part, M. le Rapporteur, appuyé par M. Rio, souligne la nécessité d'une direction unique des télégraphes et communications en temps de guerre, et il demande que le projet de loi précise les pouvoirs du ministre chargé de cette direction.

Les conclusions de M. le Rapporteur sont approuvées et l'avis qu'il a rédigé est adopté par la Commission.

Adoption du projet de rapport de M. Héry, la Commission adopte le projet de loi, adopté par la Chambre, tendant à perfectionner la législation relative aux grades de médecin en chef de 1<sup>re</sup> classe et de pharmacien-chimiste en chef de 1<sup>re</sup> classe, de médecin en chef sous condition d'ancienneté dans la grade précédent, et de pharmacien à certains officiers du corps de santé entrés dans les grades de pharmacien-chef après le 1<sup>er</sup> décembre 1900.

M. le Président fait connaître qu'au cours d'une conversation particulière qu'il a eue avant les vacances avec M. le Président du Conseil, celui-ci lui a dit qu'il avait donné les instructions nécessaires pour que fussent prises les mesures réclamées par la Commission relative au rapport de la mission de Boulou et de Corse. M. le Président ajoute qu'il a préparé quatre lettres adressées au 1<sup>er</sup> au Ministre de la marine, la 2<sup>e</sup> au Ministre de la guerre, la 3<sup>e</sup> au Ministre des Travaux publics et à la 4<sup>e</sup> au Ministre de la marine-marchande, la 4<sup>e</sup> au Ministre de l'agriculture, pour les prier de nous dire avec précision quelle réponse a été donnée par leurs départements respectifs aux conclusions de notre rapport.

M. le Président donne lecture de ces lettres, qui sont approuvées par la Commission.

Communication de M. le Président. - Je n'ai pas eu besoin d'intervenir. M. le Président officiellement, au nom de la Commission, à la suite du sujet des révoltes qui se sont produites à la prison maritime de Toulon, de Toulon et à bord de l'« Ernest-Renan ». Mais j'ai fait personnellement et très discrètement une enquête officielle sur ces événements et j'ai ainsi acquis la preuve qu'ils avaient été causés : 1.<sup>o</sup> par la mauvaise nourriture des hommes, due à l'insuffisance des allocations accordées, surtout pour les petites unités, et par le fait que certains officiers ne s'occupent pas assez de ces questions; 2.<sup>o</sup> par le mélange dans un même lieu de détention de condamnés de droit commun et de militaires punis pour des fautes contre la discipline (on peut dire qu'il y a là une véritable pourriture, à tous les points de vue); 3.<sup>o</sup> par le recrutement défectueux des équipages de la flotte (le recrutement se fait à outrance; il faudrait, avant d'accepter les engagements volontaires, être renseigné, au moyen d'enquêtes sur place, sur la moralité de ceux qui demandent à les contracter).

M. Bergeon. - Il serait intéressant de savoir si les conclusions auxquelles est arrivé M. le Président sont les mêmes que celles de l'enquête officielle.

M. le Président. - Pour pouvoir répondre à cette question, je demanderais communication de l'enquête officielle. (Approbation).

La séance est levée à 76 heures  $\frac{1}{4}$ .

Le Président,

24

15<sup>e</sup> Séance.

Séance du mardi 29 novembre 1921

Présidence de M. de Kerquize, Président.

La séance est ouverte à 14 heures.

Présents : M. de Kerquize, Brindeau, Le Haro, Servain, Fortin, Dudouyt, Rio, Furoux, Flaissier, Martin-Birachon, Héry, Girard, Veyssier, Perran, Giordan, Maguier.

Lecture et approbation. M. Rio donne lecture d'un rapport supplémentaire d'un rapport supplémentaire sur le projet de loi, qui a été renvoyé par le Sénat sur le projet de loi, relatif à la navigation côtière. Le projet de loi relatif à la navigation côtière conclut : 1<sup>o</sup> à l'adoption, sous réserve de certaines modifications de rédaction, des amendements à l'article 1<sup>er</sup> présentés par M. Héry; 2<sup>o</sup> à l'adoption d'une nouvelle rédaction pour l'article 2.

Le rapport est approuvé. Le projet de loi est adopté avec la nouvelle rédaction proposée par M. le Rapporteur.

Désignation du rap. La Commission désigne M. Bergson comme rapporteur d'un projet de loi, adopté par la Chambre, tendant à la ratification du projet de convention concernant l'examen médical obligatoire des enfants et des jeunes gens employés à bord des bateaux, adopté par la Conférence internationale du travail dans sa 3<sup>e</sup> session tenue à Genève du 25 octobre au 7 novembre 1921.

Approbation d'un rap. M. Le Haro donne lecture d'un rapport sur les travaux projetés à Brest pour l'installation des services de l'artillerie navale. Les conclusions de ce projet à Brest.

rapport, qui tendent à ce que les travaux ne soient pas poursuivis sur le terre-plein du château mais soient exécutés sur l'autre rive de la Penfeld, sont approuvés par la Commission, après avoir été approuvés par M. Faveux. Le rapport sera transmis à M. le Ministre de la Marine.

Observations sur la Proposition de loi relative au mérite maritime. Répondant à une question posée par M. le Président M. Brindeau, rapporteur de la proposition de loi tendant à l'institution d'un ordre du "mérite maritime", fait connaître que l'administration est d'avis de réduire le nombre des décorations du nouvel ordre à dix par chaque année, et, d'autre part, de prévoir la consultation du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur sur les propositions qui seront faites concernant l'attribution de ces décorations. M. le Rapporteur ajoute qu'il est d'accord avec l'administration sur ces deux points, sous réserve que la 1<sup>re</sup> année le nombre des décorations à décerner ne soit pas réduit, afin que les services passés puissent recevoir leur récompense dès la création de l'ordre.

M. le Président fait observer que la consultation du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur et la réduction du nombre des décorations à décerner à partir de la 2<sup>e</sup> année ne pourront, en évitant les abus, que donner plus de valeur au nouvel ordre du "mérite maritime".

M. le Rapporteur déclare qu'il a tenu les auteurs de la proposition de loi relative au nouvel ordre (M. Tasso et Bureau, députés) au courant de ses conversations avec l'administration, et qu'il a l'intention de voir le plus tôt possible M. le Ministre des Travaux publics et de la marine.

chaude pour s'entendre avec lui au sujet des modifications définitives à apporter à la proposition dont il s'agit avant que le débat vienne devant le Sénat.

La Commission sera tenue au courant par M. le Rapporteur des résultats de sa démarche auprès de M. le Ministre et elle sera appelée à se prononcer sur la nouvelle rédaction qui sera finalement soumise à la Haute-Assemblée.

Demande de renvoyer la demande de M. Rio, la Commission décide que la Commission propre le Sénat sera sollicitée de lui renvoyer pour avis sur le projet de loi le projet de loi, adopté par la Chambre, portant modification des crédits du contingent de croix spécialement affecté au personnel navigant de la marine marchande.

M. Rio expose que le projet de loi a pour objet de désigner du personnel pour la récompense des services rendus par les porteurs du projet membres de la marine marchande déjà titulaires de la croix de chevalier de la Légion d'honneur en substituant dans le contingent annuel de 50 croix de chevalier spécialement affecté au personnel navigant de la marine marchande 3 croix d'officier à 5 croix de chevalier, de sorte que le contingent comprendrait désormais 44 croix de chevalier et 3 croix d'officier.

D'ores et déjà, la Commission donne mandat à M. Rio de rédiger en son nom un avis favorable à l'adoption du projet de loi.

Charge de lettres M. le Président fait connaître à la Commission que la lettre qu'il a adressée à M. le Ministre de la Marine au sujet du projet de loi, en suspens devant la Haute-Assemblée.

la Chambre, concernant la mise en chantier, du 1<sup>er</sup> juillet 1927 au 30 juin 1928, d'unités comprises dans la 2<sup>e</sup> tranche du programme naval. Dans cette lettre, M. le Président exprimait le désir de la Commission de voir le projet dont il s'agit soumis au tirage avant que celui-ci entre dans l'examen du budget de 1928, car dans le cas où la Haute Assemblée ne serait pas tenue avant cette date, le vote définitif du projet serait certainement retardé jusqu'à la fin de janvier 1928 ou plus tôt.

Et la lettre de M. le Président, M. le Ministre de la Marine a répondu, dans les termes dont connaissance est donnée à la Commission, qu'il avait tenu - même appelé l'attention de M. le Président du Conseil sur la nécessité de hâter le vote par la Chambre du projet en question et qu'il avait également mis au courant M. le Président de la Chambre de cette nécessité.

M. le Président ajoute que la réponse de M. le Ministre ne lui donne pas satisfaction, qu'il faudrait obtenir que le Gouvernement fit interrompre l'examen du budget par la Chambre pour permettre le vote du projet sur le programme naval (il suffirait pour cela d'une partie d'une séance de la Chambre), et qu'il insistait en ce sens auprès de M. le Ministre (Approbation).

Observations sur M. Le Bars demande où en est la question du bâtiment à construire des croiseurs de vaisseau de 2<sup>e</sup> classe?

Réponse M. le Président répond que M. le Ministre de la Marine, croiseurs de lui a déclaré que, conformément au désir de la Commission de 2<sup>e</sup> classe, l'"Eclair" serait aménagé en bâtiment-croiseur, mais que cet aménagement coûterait 72 à 74 millions.

M. Fournier ajoute que les travaux d'aménagement de

88  
L'« Edgar-Quinet » sont commencés à Brest et que le Président de la Commission de la marine militaire de la Chambre a récemment visité le bâtiment.

M. le Président. — Et cependant la campagne de presse continue contre nous ! On continue à nous accuser de retarder la construction d'un nouveau bâtiment d'escadre qui rend indispensable l'état de vétusté de la « Jeanne d'Arc » !

M. Servain. — Ne pourrions-nous répondre à ces accusations en soulevant un débat à la tribune du Sénat ?

M. Martin-Bismachon. — M. le Président estime qu'il vaut mieux que dans cette affaire nous conservions notre rôle de défenseurs.

M. Servain. — Mais alors, nous nous laisserons toujours attaquer sans riposter ?

M. Martin-Bismachon. — Les arguments ne nous manqueraient pas pour établir que la raison est pour nous dans l'affaire dont il s'agit. M. le Ministre prétend maintenant que les nouveaux aménagements de l'« Edgar-Quinet » coûteront 72 à 74 millions ; mais ne fallait-il pas en tout cas faire cette dépense, même si on avait construit un bâtiment neuf, puisque cette construction ne saurait être achevée avant 1933 et que la « Jeanne d'Arc » est à bout de souffle ? Au surplus, le bâtiment neuf coûterait 700 millions, et si l'« Edgar-Quinet » n'était pas aménagé en navire-école on continuerait à l'entretenir dans un port sans aucune utilité et en dépensant pour cet entretien des sommes non négligeables. Donc, même en admettant que la transformation de l'« Edgar-Quinet » vienne aussi cher que l'a dit M. le Ministre, cette dépense sera moins élevée que celle qui entraînerait la construction d'un bâtiment neuf. (Approbation). Voilà ce que, la

cas échéant, nous pourrions dire à la tribune.

Observations sur le Pr. Bimbeau, rapporteur du projet de loi sur le régime  
projet de loi sur le pilotage dans les ports maritimes, fait connaître  
au pilotage. qu'il doit entendre sur ce projet de loi les représentants  
des pilotes et ceux de l'Union des Chambres de Commerce  
maritimes (celle dernière a rédigé un certain nombre d'am-  
endements qu'elle demande à la Commission d'ap-  
porter au projet de loi; le texte desdits amendements  
est communiqué aux membres de la Commission).

La Commission décide qu'elle-même entendra ul-  
térieurement les délégués qui doivent être nommés d'a-  
bord par le Rapporteur.

Nouvelles observations sur la proposition de loi relative à l'institution d'in-  
stitutions sur le ordre du "mérite maritime", dont il est rapporteur  
proposition de loi Pr. Bimbeau fait observer que cet ordre sera très utile  
relative au "mé" pour récompenser des dévouements du genre de celui  
"mérite maritime" des sauveteurs des passagers et de l'équipage du pa-  
quebot italien "Principessa Margherita", récemment  
navrager dans l'Atlantique sud. (Approbation).

M. Rio dit que, puisque l'administration a des mo-  
difications à demander au texte de la proposition de loi sur  
le "mérite maritime", elle aurait dû soumettre ces modi-  
fications à la Chambre avant que celle-ci se prononçât.  
Il est regrettable que ce soit toujours au Sénat que  
l'on s'adresse pour détruire ou réduire les espérances  
que l'on a laissées naître en ne faisant aucune objection  
à l'adoption par la Chambre de certains textes promet-  
teurs. (Approbation).

Communication d'un Pr. Le Président donne lecture de la réponse qu'il a  
lettre du Ministre de l'Intérieur de Pr. Le Ministre de l'Agriculture en réponse  
l'Agriculture sur  
la loi relative  
de la Corse.

à la lettre qu'il lui avait adressée, il y a quelque temps pour lui demander, en même temps qu'à trois autres Ministres, quelle suite avait été donnée par son département aux conclusions du rapport de la mission de Boulogne et de Corse.

Dans cette réponse, M. le Ministre de l'Agriculture déclare qu'une enquête est commencée au sujet de la constitution et de l'éducation en Corse d'un stock de farine correspondant à la consommation d'un mois; M. le Ministre ajoute que la question est soumise au Secrétariat du Conseil supérieur de la Défense Nationale.

M. Feuoux. - Va-t-on construire dans l'île une 2<sup>e</sup> minoterie, comme nous l'avions demandé?

M. le Président. - La réponse de M. le Ministre de l'Agriculture n'en parle pas; je vais insister auprès de lui sur ce point. En tout cas je constate que la question du ravitaillement de la Corse, que nous avions posée dans notre rapport, est traitée par le Ministre de l'Agriculture.

M. Giordano. - Je puis ajouter que le préfet de la Corse était récemment à Paris, pour suivre cette question du ravitaillement de l'île, qui est primordiale. Les représentants de la Corse s'inscrivent avec satisfaction ce que fait le Ministre de l'Agriculture pour assurer la nourriture des habitants de l'île; et, d'autre part, ils ont toute confiance dans l'action de la Commission de la Marine.

Déclaration de M. le Président. - De différents côtés on m'a exprimé le vœu d'envoyer desir que notre Commission poursuive pour Bizerte l'enquête que elle a commencée il y a quelques mois pour la Corse. printemps prochain; donc la Commission le veut bien, je préparerai la visite d'une délégation à Bizerte pour le printemps prochain; notre voyage durerait de 12 à 15 jours; malheureusement il est à craindre que nous ne fassions là-bas des constatations.

logues & celles que nous avons rapportées de Corse.

La Commission approuve la préparation d'une visite de délégués à Bizerte au printemps prochain.

La séance est levée à 7 1/2 heures 30 minutes.

Le Président,

Séance du jeudi 8 décembre 1921.

Présidence de M. de Kerguellec, Président.

La séance est ouverte à 14 heures  $\frac{3}{4}$ .

Présents : M. de Kerguellec, Hennessy, Dulonget, Babin-Chavay, Bérgeon, Fenoux, Picrin, Fortin, Jordan, Brindeau, Magnien, Lémery, Martin-Birnachon, Rio, Servain, La Troadec.

Désignation du rapporteur de la commission désignée M. Rio comme rapporteur de la proposition de loi, adoptée par la Chambre, tendant à modifier l'article 8 de la loi du 13 décembre 1920, portant code du travail maritime.

Approbation de deux M. Bérgeon donne lecture de deux avis sur les avis sur deux projets de loi suivants :

1<sup>er</sup> Projet de loi, adopté par la Chambre, tendant à la ratification du projet de convention fixant l'âge minimum d'admission des jeunes gens au travail en qualité de soutiers ou chauffeurs, adopté par la Conférence internationale du travail dans sa 3<sup>e</sup> session tenue à Genève du 25 octobre au 19 novembre 1921 ;

2<sup>e</sup> Projet de loi, adopté par la Chambre, tendant à la ratification du projet de convention concernant le placement des marins, adopté par la Conférence internationale du travail dans sa 2<sup>e</sup> session tenue à Gênes du 15 juin au 10 juillet 1920.

Les avis, qui sont favorables à l'adoption des projets de loi, sont approuvés.

Approbation de M. Brindeau, rapporteur de la proposition de loi tendant à l'institution d'un ordre du "mérite marin".

proposition de loi tunc, fait connaître que, dans une lettre adressée à M. le Président, M. le Ministre des Travaux publics a déclaré accepter l'article nouveau introduit par la Commission des Travaux publics dans la proposition pour permettre l'attribution au personnel de la marine de l'Etat des croix de chevalier, d'officier et de commandeur du nouvel ordre, dans la proposition d'un dixième du contingent annuel. Dans la même lettre, M. le Ministre annonce son intention de fixer limitativement par décret les conditions d'attribution de la décoration du "Ordre maritime" et demande que, par une modification au texte voté par la Chambre, le contingent annuel prévu pour les croix des différents grades de l'ordre nouveau soit réduit de moitié à partir de la 2<sup>e</sup> année.

M. le Rapporteur propose à la Commission d'accepter les suggestions contenues dans la lettre de M. le Ministre des Travaux publics.

La proposition de M. le Rapporteur est adoptée. Un rapport supplémentaire sera déposé par M. le Rapporteur sur la Bureau du Sénat.

Décision d'attente. M. le Sénateur, rapporteur du projet de loi sur le régime du pilotage dans les eaux maritimes, fait connaître que les représentants des pilotes, qu'il a vu, se sont réunis et acceptent le projet avec le texte voté par la Chambre mais demandent à être entendus par la Commission après les représentants de l'armement et de l'Union des Chambres de Commerce maritimes, qui, eux, résistent au régime des modifications auxdits textes; les représentants des pilotes pourraient ainsi répondre aux objections formulées par l'armement et les Chambres de Commerce maritimes contre l'adoption du texte de la Chambre. La Commission décide qu'elle entendra la

marinoli 44 d'arrêter les représentants de l'armement  
et de l'Union des Chambres de Commerce maritimes.

Communication d'une M. Martin-Binachon donne lecture d'une lettre  
lettre du Ministre adressée à M. le Président par M. le Ministre de  
de la Marine sur la Marine sur la question du bâtiment-école des  
la question des caractéristiques de vaisseau de 2<sup>e</sup> classe.

Leans cette lettre, M. le Ministre, d'une part, expo-  
sitions de 2<sup>e</sup> classe qu'il a fait étudier l'aménagement de l'"Edgar-  
délusion d'opposer quinet" en bâtiment-école destiné à remplacer à br  
les nouvelles caractéristiques de "Jeanne d'Arc" et à être utilisé jusqu'à au  
théâtre types proposés moment où pourra être mis en service le bâtiment  
pour le bâtiment-neuf qui doit être construit; d'autre part, il propos  
école. pour le dernier de nouvelles caractéristiques.

En ce qui concerne l'"Edgar-Quinet", M. le Mi-  
nistre consulte la Commission sur la question de sa-  
voir s'il y a lieu d'y substituer la chauffe au mazout  
à la chauffe au charbon, cette substitution  
devant entraîner une dépense de 22 millions.

En ce qui concerne le bâtiment neuf à construire,  
M. le Ministre propose de lui donner un tonnage  
de 7.000 tonnes (6.500 tonnes Washington) et une  
vitesse de 25 nœuds.

M. Martin-Binachon émet l'avis qu'il n'y a  
pas lieu d'installer sur l'"Edgar-Quinet" la chauffe  
au mazout, à raison du prix élevé qu'il en  
coûterait; et il ajoute qu'il sera très possible de  
placer sur ce vaisseau l'armement moderne nécessaire  
à l'instruction des élèves.

Pour ce qui est du bâtiment neuf, M. Martin-Bi-  
nachon estime que les nouvelles caractéristiques propo-  
sées par M. le Ministre sont acceptables, car elles  
correspondent à un type très amélioré par rapport

à ceux qui avaient été précédemment soumis à la Commission. Il préférerait cependant que le tonnage du bâtiment en question fût porté à 7.500 tonnes et la vitesse à 30 nœuds. Il conclut à l'acceptation des propositions de M. le Ministre; mais il demande, d'une part, que M. le Ministre soit prié de voir s'il ne serait pas possible d'arriver à un tonnage de 7.500 tonnes et à une vitesse de 30 nœuds, d'autre part, que M. le Ministre soit invité à communiquer à la Commission les plans définitifs du futur bâtiment.

M. Hennesy est du même avis que M. Martin-Binache. Dans cette affaire, dit-il, il faut maintenant aboutir à une solution, puisque la "Jeanne d'Arc" est à fin de carrière.

M. Martin-Binache fait observer que l'"Edgar-Quinet", qui va remplacer la "Jeanne d'Arc" peut nécessiter encore une dizaine d'années, que par conséquent il est préférable qu'on ait pris le temps d'étudier pour le bâtiment neuf des caractéristiques satisfaisantes.

M. le Président ajoute qu'en tout cas et même si le bâtiment neuf avait été mis en chantier dès la vote de la tranche de 1926 du programme naval, il aurait fallu avoir recours à l'"Edgar-Quinet" en attendant l'achèvement de la construction de ce bâtiment, puis que la "Jeanne d'Arc" est hors d'état d'entreprendre une nouvelle croisière après celle de 1927-28.

Nous avons vu l'"Edgar-Quinet" à Brouais, dit M. le Président: ses chaudières sont neuves, ses machines sont en excellent état, il a encore pour 10 ans de vie.

Mais une campagne de presse a été, à propos de cette affaire de bâtiment-ci, dirigée contre la Commission sénatoriale de la Marine, qu'on a accusée

de retarder dangereusement une solution urgente. J'ai protesté auprès de M. le Ministre contre cette campagne qui est absolument injustifiée, étant donné le retard avec lequel on nous a communiqué les caractéristiques prévues pour le futur bâtiment; j'ai notamment signalé à M. Georges Leygues l'article paru dans le "Journal" et inséré à bord de la "Jeune d'Arc" sous l'inspiration du commandant de ce navire, M. le Capitaine de vaisseau Darlan, ancien chef du cabinet militaire. M. le Ministre m'a exprimé tous ses regrets au sujet de cet article; je les transmets à la Commission.

M. Martin-Bonchou. — Lorsque la Chambre a eu à examiner la tranche de 1926 du programme naval, le bâtiment-école inscrit dans cette tranche n'était prévu que pour 35 élèves. Depuis il a été reconnu qu'il fallait le prévoir pour 145 élèves. Rien que ce changement aurait suffi à motiver l'augmentation de tonnage que nous avons réclamée. D'ailleurs, sur la nécessité de cette augmentation toutes les autorités maritimes les plus compétentes étaient entièrement d'accord.

M. le Président. — Encore un mot au sujet des caractéristiques du futur bâtiment: ce matin même, répondant à une question que je lui posais, M. le Ministre m'a déclaré qu'il y aurait à bord de ce bâtiment quelques avions légers et une catapulte pour leur lancement.

La Commission consultée approuve les conclusions de M. Martin-Bonchou. M. le Président, au nom de la Commission, félicite le dernier du résultat obtenu et qui lui est dû pour la plus large part. Il est certain que M. Martin-Bonchou présentera à la Commission sur cette affaire un rapport de telle sorte qu'il montrera d'où on est parti et où on est arrivé et où il acceptera les dernières propositions de M. le Ministre.

tout en exprimant le vœu que le tonnage du futur bâtiment soit porté à 7.500 tonnes et sa vitesse à 30 nœuds. Il demandera également que les plans définitifs dudit bâtiment soient communiqués à la Commission

Désignation de M. le Président propose de charger un membre de la Commission d'étudier l'ensemble du budget de la marine militaire pour 1928 et un autre d'étudier l'ensemble des budgets de la marine marchande. Les deux membres désignés interviendront à la tribune du Sénat pour la marine militaire pour la Commission au moment de l'examen du budget de la marine.

La proposition de M. le Président est adoptée, et la Commission charge M. Bergson de l'étude du budget de la marine militaire, M. Brindeau de l'étude des budgets de la marine marchande.

La question des batteries de défense de la question du budget de la marine marchande. M. Brindeau dit qu'il traitera notamment la question de la construction des batteries qui doivent défendre Brest et dont la Commission a reconnu le caractère indispensable.

M. Bergson demande si le Ministre de la Marine a réclamé l'ouverture dans le budget des crédits nécessaires à la construction des batteries qui doivent défendre Brest et dont la Commission a reconnu le caractère indispensable?

M. le Président. Le matin M. le Ministre m'a donné l'assurance qu'il répondrait incessamment à la lettre que je lui ai adressée pour lui demander quelles mesures seraient prises à la suite des rapports de notre Commission sur Brest et la Corse. La construction des batteries de défense de Brest fait évidemment partie du programme à exécuter. Il vous appartiendra de voir si le budget contient les crédits nécessaires à cet égard.

désignation de M. Rio exprime le désir que la Commission lui donne  
 Rio pour porter mandat d'interroger en son nom, au cours de la séance  
 à la tribune, au sujet du budget, au sujet de l'affaire du "Lotus". Le  
 nom de la Commission d'arbitrage de La Haye a jugé que la loi internationale  
 la question des si avait pas été violée par l'arrestation et la condamnation  
 assignées à l'égard des autorités turques du lieutenant Desmours. Le juge  
 de l'arrêt de la court est grave, car il permet de faire passer les officiers de  
 la loi de la Haye la marine marchande devant les tribunaux d'une puissance  
 sur l'affaire d'une étrangère dès lors qu'un ressortissant de cette puissance est  
 "Lotus" ne doit rendre les officiers responsables d'un accident à  
 lui arrivé. Pareille situation ne peut durer : jusqu'à ce  
 fait de loi internationale la loi de La Haye n'a pas encore  
 pu l'existence d'usages internationaux cependant incontestables,  
 il faut qu'une convention formelle intervienne et mette  
 les officiers de la marine marchande à l'abri de poursuites  
 intolérables. Il y a donc lieu de demander au Gouvernement  
 à propos de la discussion du budget, à qui il compte faire  
 à cet égard.

M. le Président. — En effet, et M. Rio est tout à fait  
 qualifié pour interroger le Gouvernement sur ce point.

M. Rio. — Je voudrais le faire au nom de la Commission  
 et non pas en mon nom personnel. Je sais d'ailleurs que le  
 Ministre de la Marine marchande, M. Audé Bardon, est prêt  
 à agir auprès de son collègue des Affaires étrangères, M. Thiers,  
 si j'interviens à la tribune du Sénat.

M. le Président. — Le bien s'il propose à la Commission de  
 vous donner mandat d'interroger en son nom à la tribune.  
 Cette proposition est adoptée.

désignation de M. Hennessy. — Certains propos prononcés à la tribune de la  
 M. Hennessy Chambre au sujet de l'existence des marins de notre flotte  
 pour traiter à la fois de nature à entraver le recrutement, déjà si défectueux  
 à la tribune, au nom facile, de nos équipages. On a à tort représenté nos marins  
 de la Commission comme de véritables esclaves, soumis à des travaux très durs  
 la question de et mal nourris. Il serait utile qu'une intervention se produise  
 l'existence des sit à la tribune du Sénat pour rétablir la vérité et mettre  
 marins de égales choses au point.

page de la flotte M. le Président. — Vous avez toute l'autorité nécessaire pour  
 et de leur remettre vous chargez de cette intervention et pour demander votre  
 l'arrêt.

(1)

ment que soit relevée l'allocation de nourriture accordée aux petits unités de la flotte : ce relèvement est indispensable, les récents incidents de Boulon le démontrent.

M. Martin Binaison. — Il faudrait aussi faire à terre une seule cantine pour tous les équipages réduits des bâtiments en réserve.

M. le Président. — Il y aurait à examiner encore la question du recrutement des équipages de la flotte : ce recrutement est déplorable quand il se fait dans les villes. Il faudrait au moins qu'une enquête sérieuse eût lieu sur les jeunes gens appelés à être incorporés dans la flotte avant qu'ils ne fussent absorbés dans la marine.

M. Fenoux. — Cette enquête est facile à faire, surtout pour les jeunes recrues provenant du contingent annuel, car on dispose en ce qui les concerne de tout le temps nécessaire.

M. Martin Binaison. — Pour obtenir un bon recrutement il faut préparer les futurs marins longtemps à l'avance dans des écoles spéciales analogues aux écoles d'arts et métiers où l'industrie recrute ses contremaîtres.

Communication M. Giordano fait connaître que la Compagnie Financière de M. Giordano a mis en chantier 3 nouvelles unités destinées au service au sujet de la de la Corse et que prochainement 4 machines deserviront les ports côtiers de l'île.

Mais par ailleurs la question du ravitaillement de l'île n'est pas résolue. Actuellement la Corse n'a que pour 4 ou 5 jours de vivres. Le Ministre de la Guerre devrait s'occuper de remédier à cette situation.

La séance est levée à 15 heures 55 minutes.

Le Président,

## Présidence de M. de Kerquize, Président.

La séance est ouverte à 14 heures 40 minutes.

Présents : M. de Kerquize, Fenoux, Bergon, Fléissier, Fortin, Picrin, Le Mars, Lanciau, Martin-Binacchon, Bindeau, Lémery, Ducloux, le Comte de Blois, Hennessy, Rio, Villault-Duchessois, Babu-Chevay, Le Troadec.

Bienvenue à M. M. le Président souhaite la bienvenue à M. Villault.

Villault-Duchessois, qui, récemment nommé membre de la Commission, prend part pour la première fois à ses délibérations.

Approbation du rapport M. Martin-Binacchon donne lecture du rapport qu'il a de M. Martin-Binacchon a été chargé de présenter à la Commission sur la question de la question du bâtiment. Liste des enseignes de voissure de 2<sup>e</sup> classe. L'enseignement des enseignes. Le rapport est approuvé.

Audition de M. le Président fait connaître qu'à la suite d'un accord intervenu avec M. le Président de la Commission Marine par les 2 des finances, les deux Commissions réunies des Finances et C. réunies des de la Marine entendront M. le Ministre de la Marine Finances et de la sur le budget de son département ministériel et sur Marine. Diverses questions qui lui ont été posées à ce propos, le samedi 17 courant à 16 heures.

Lecture est donnée du questionnaire qui a été envoyé par la Commission des Finances à M. le Ministre de la Marine en vue de cette audition.

Sur la demande de M. Lémery, un questionnaire sera

avant l'audition de M.<sup>r</sup> le Ministre, docteur Logepland  
et envoyé à tous les membres de la Commission.

La défense aérienne. — Le Comité de Blois exprime l'avis que M.<sup>r</sup> le Ministre  
de la Corse devrait être interrogé sur la question de la défense aérienne  
de la Corse.

La lettre de M.<sup>r</sup> le Président rappelle que cette question a été posée dans  
la lettre de la guerre. Le rapport de la Commission sur Toulon et la Corse. Le  
Ministre de la Marine n'a pas répondu à la lettre que j'  
lui avais adressée au sujet de la suite donnée à ce rapport.  
M.<sup>r</sup> le Ministre de la Guerre, lui, m'a envoyé sa réponse  
à la lettre ayant le même objet qu'il avait reçue de moi.  
Lecture est donnée de la réponse de M.<sup>r</sup> le Ministre  
de la Guerre.

M.<sup>r</sup> de Blois. — En somme il ressort de la réponse de M.<sup>r</sup>  
le Ministre de la Guerre que jusqu'à présent rien n'a été fait  
pour l'aviation en Corse.

M.<sup>r</sup> le Président. — Cette réponse ne nous apporte aucune satis-  
faction sur aucun point. Je me propose de répliquer à M.<sup>r</sup> le  
Ministre en posant les questions de près et en réclamant des  
explications et des engagements précis.

M.<sup>r</sup> Martin Binaison. — En particulier la question de l'ac-  
quisition et de l'aménagement d'un terrain pour l'aviation  
en Corse n'a pas fait un seul pas depuis le mois de mars  
dernier. D'autre part, il n'existe pas encore à l'heure  
actuelle une seule escadrille en Corse.

Il est décidé que la réplique à adresser à M.<sup>r</sup>  
le Ministre de la Guerre au nom de la Commission  
sera rédigée par M.<sup>r</sup> le Président, par M.<sup>r</sup> Martin Bi-  
naison et par M.<sup>r</sup> Flaissière.

Exposé par M. <sup>(2)</sup> Brindeau, rapporteur du projet de loi sur le régime du pilotage dans les eaux maritimes, fait l'exposé de ce projet, en indiquant les points sur lesquels vont s'expliquer les représentants de l'armement et de l'Union des Chambres de Commerce maritimes qui vont être entendus aujourd'hui même par la Commission.

Les pilotes jouent aujourd'hui le rôle de conseils pour les capitaines des navires qui ont recours à leurs services; ils n'assument pas la responsabilité de la conduite des navires, responsabilité que conservent les capitaines; ce sont de simples techniciens qui apportent le concours de leur expérience à ces derniers mais qui ne se substituent pas à eux.

L'exercice de la profession de pilote a été réglementé et il l'est encore aujourd'hui par un décret du 12 décembre 1806, décret aux dispositions générales auquel ont été apportées des modifications ou des compléments d'un caractère local pour les différentes stations de pilotes, sans parler bien entendu des remaniements rendus nécessaires par les progrès de la navigation, notamment par l'apparition des navires à vapeur.

A diverses reprises on a essayé de réformer le régime institué en 1806. Il y a eu en particulier un essai de réforme préparé par une Commission que présidait M. Colson; mais cet essai n'a abouti pas.

Depuis, en 1909, la Commission extraparlamentaire de la marine marchande rédigea un avant-projet de réforme qui, lui-même, n'eut pas de suite; en 1916, nouvel échec.

Enfin, en 1921 une Commission présidée par M. Faïon et qui comprenait des représentants de tous les intérêts en cause

rédigé un texte qui est devenu la base du projet actuellement soumis au Sénat après avoir été voté par la Chambre. Le projet ne contient que des dispositions d'ordre général fixant les conditions d'organisation du service du pilotage qui est essentiellement un service de sécurité, et le nouveau statut des pilotes; des décrets entreront dans le détail de la réglementation pour chacune des stations de pilotage.

Dans la pratique les conflits entre capitaines et pilotes sont extrêmement rares; et d'ailleurs, beaucoup de pilotes, notamment ceux des grands ports, sont officiers de la marine marchande, ce qui facilite la collaboration entre eux et les capitaines. Mais dans le cas où le bateau-pilote subit des avaries, le texte présenté par le gouvernement met ces avaries à la charge du navire ayant appelé le pilote et de la cargaison, exception faite seulement de la faute locale du bateau-pilote. Cette disposition, qui a été acceptée par la Chambre, <sup>sans en avoir connue la responsabilité de la cargaison</sup> appelle une mise au point, car en dehors de la faute locale il y a des circonstances où le bateau-pilote doit conserver la responsabilité de ses avaries.

Le projet déclare l'assistance d'un pilote en principe obligatoire dans toutes les eaux soumises aux règlements de l'inscription maritime; si un navire n'appelle pas de pilote, il doit payer comme s'il en avait appelé un.

Une autre question que règle le projet est celle des licences de capitaine-pilote: dans certains ports de l'Inde et notamment à Marseille, les capitaines des navires qui fréquentent ces ports peuvent recevoir une licence de pilotage, car l'entrée et la sortie desdits ports sont faciles, et alors les capitaines munis de cette licence peuvent se dispenser de recourir à un

pilote : le projet maintient ~~est~~ état de choses tel qu'il existe, mais il ne permet pas de l'étendre à de nouveaux ports, où il serait en effet inacceptable.

Certains navires, au lieu d'avoir recours au pilote dit "de tout", à celui qui se présente le premier, prennent toujours le même pilote, dit "de choix" ; le projet les oblige à payer le pilote "de tout" comme s'ils avaient utilisé ses services ; l'armement demande qu'ils ne le paient que la moitié du prix normal.

Le service des ponts et chaussées voudrait imposer aux pilotes la responsabilité exclusive des sondages. Les pilotes résistent à cette prétention.

L'organisation et les tarifs de chaque station de pilotage doivent, d'après le projet, être réglés par des décrets pris après avis des chambres de commerce maritimes et de l'"Assemblée commerciale" de chaque port. L'armement et les chambres de commerce maritimes voudraient voir remplacer l'avis de l'"Assemblée commerciale" par celui du conseil d'administration du port auquel on adjoindrait pour la circonstance certains fonctionnaires.

D'une manière générale, l'armement et les chambres de commerce maritimes tendent à obtenir la mainmise sur le pilotage de l'administration et du service d'exploitation des ports ; les pilotes résistent à cette prétention, arguant de ce que le pilotage est surtout une affaire maritime.

Actuellement les pilotes deemed invalids reçoivent de leurs employeurs le tiers du salaire payé à ces derniers, car ils restent titulaires leur vie durant. Le projet sup.

premier état de choses, que critiquent les jeunes pilotes, et il y substitue une nouvelle réglementation qui assure une pension aux vieux pilotes. Mais il doit être bien entendu que, conformément à la demande de ces derniers, tous les droits acquis seront sauvegardés, que le projet en statue pour l'avenir et que les pilotes invalides touchant actuellement la tierce du salaire de leurs remplaçants continueront à le toucher.

La plupart, pour ne pas dire la totalité des points soulevant des observations de la part des intéressés, dans le projet soumis au Sénat paraissent, conclut M. le Rapporteur, pouvoir être réglés sans modification du texte voté par la Chambre, par voie d'interprétation du rapport et de déclarations du Ministre de la Marine-marchande.

Audition des Représentants de la Commission entend, sur le projet de loi relatif au  
présentants de l'indignité du pilotage dans les ports maritimes, les représentants  
des ports de l'armement et des Chambres de Commerce et  
Chambres de Commerce maritimes, qui sont M. le

des ports maritimes du Pasquier, Président du Conseil d'Administration  
du port autonome du Havre;  
sur le projet de loi Faroult, Vice-Président de la Chambre de Commerce  
relatif au pilotage de Rouen;

Gastine, secrétaire général de l'Union des Chambres  
de Commerce maritimes et des ports français;  
de Roussier, secrétaire général du Comité central des  
armateurs de France.

(Voir la sténographie).

(3) Après le départ des représentants de l'armement et des Chambres de commerce maritimes, la Commission décide d'entendre le lundi 19 décembre à 14<sup>h</sup> 1/2 les délégués des pilotes sur le même projet de loi. Ultérieurement le Gouvernement sera, lui aussi, entendu.

La question des ~~autres~~ sa demande, M. Hennessy est chargé d'interpositions à recourir à la tribune du Sénat, au cours de la discussion des aux officiers du Budget et au nom de la Commission, sur la question primatière des avantages compensatoires à accorder aux officiers de la retraite des marins qui ont été mis à la retraite prématurément, à raison de l'avancement en 1916 des limites d'âge.

Question d'ordre M. Brindeau et Rio attirent la Commission de, concernant les articles 32 bis et 33 de la loi de finances de l'exercice 1923, qui inscrite majorant le taux des pensions servies par la Caisse des Invalides de la marine et la Caisse nationale de prévoyance et qui créent pour faire face à la dépense une taxe sur tous les passagers embarquant ou débarquant dans un port de France. M. Brindeau et Rio donnent leur entière approbation à ces textes.

M. le Président signale que des retards regrettables se produisent dans la liquidation des pensions d'inscrits maritimes ayant accompli 300 mois de navigation sans avoir atteint l'âge de 50 ans.

M. Rio fait observer que ces inscrits ne peuvent être pensionnés que sur l'avis favorable des médecins.

M. le Président rend compte de la visite qu'il a faite tout récemment à l'arsenal de Cherbourg : les ateliers de construction y fonctionnent parfaitement. Les ouvriers ont bon esprit et travaillent bien et vite. Mais la situation au point de vue des équipages est angoissante : on manque d'hommes instruits pour armer les navires. Il y aura un gros effort à faire pour obtenir des engagements et des engagements plus nombreux.

M. Hennessey. - C'est surtout une question d'argent.

La séance est levée à 7 heures.

Le Président,

19<sup>e</sup> Séance.

Séance du samedi 17 décembre 1927. <sup>110</sup>

(Réunion commune des deux Commissions des Finances  
et de la Marine).

Présidence de M. Clémentel, Président de la Commission des Finances,  
assisté de M. de Kerguez, Président de la Commission de la Marine.

La séance est ouverte à 16 heures 10 minutes.

Présents (membres de la Commission de la Marine):

M. de Kerguez, Dudouyt, Villault, Duchenois,  
Fenoux, le Comte de Blois, Bergon, Le Hars, de Po-  
meren, Brindeau, Martin-Binache, Le Troadic,  
Limery, Hennessy, Magnien, Habin-Chavoix, Jor-  
dan, Bissis, Bluyser, Flaissières, Rio, Lancien, Seri.

Audition du <sup>C</sup> Les Commissions entendent sur le budget de la  
Ministre de la Marine pour l'exercice 1928 et sur la situation de  
la Marine. la Marine militaire M. Georges Leygues, Ministre de  
la Marine, assisté de M. le Vice-Amiral Solmin,  
Chef d'état-major général, M. le Vice-Amiral Rochet,  
Chef du service central de l'aéronautique maritime,  
Lejeune et Laurant.

(Voir la sténographie)

La séance est levée à 18 heures 20 minutes.

Le Président,

Séance du lundi 19 décembre 1927.

Présidence de M. Fournier, Vice-Président.

La séance est ouverte à 14 heures 45 minutes.

Présents : M. Fournier, Brindeau, Duroy, Martin-Binache, Hennessy, Rio, Perron, de Pomerehne, Le Mars, Villault-Buchenois.

Audition des délégués de la Commission entendue sur le projet de loi relatif au régime des ports de la Fédération pilote dans les ports maritimes les délégués de la Fédération des capitaines au long cours et des pilotes au long cours de France et d'Algérie : M. Guas, Président, et M. Le Garrec, Secrétaire général de la Fédération.

Sur le projet de loi relatif au régime du pilotage dans les ports maritimes. M. le Président de la Fédération. - Nous remercions la Commission d'avoir bien voulu nous convoquer pour nous faire connaître nos observations sur le projet de loi relatif au régime du pilotage dans les ports maritimes.

Nous acceptons ce projet, tel qu'il est soumis au Sénat, nous nous bornons donc à formuler notre avis sur les amendements présentés par l'Union des Chambres de Commerce maritimes :

à l'article 1<sup>er</sup>, l'Union demande qu'il soit dit que les pilotes sont chargés " de la surveillance continue des fonds " dans les ports, rades et ports maritimes des fleuves et des canaux. Cette addition nous paraît superflue, puisqu'il va de soi que, pour pouvoir conduire les navires, les pilotes doivent se tenir au courant de l'état des fonds ; mais il ne faut pas qu'il y ait là pour les pilotes une obligation

(4) égale impieusement, car elle aboutirait à permettre aux Ponts-et-Chaussées de disposer pour les sondages du personnel et du matériel des pilotes.

M.<sup>r</sup> Le Haro. - Les pilotes communiquent aux Ponts-et-Chaussées les résultats de leurs sondages ?

M.<sup>r</sup> le Président de la Fédération. - Oui.

M.<sup>r</sup> Brindau, rapporteur. - Mais les Ponts-et-Chaussées ont eux-mêmes les sondages dans leurs attributions.

M.<sup>r</sup> le Président de la Fédération. - Nous demandons à cet égard le maintien du statu quo et le vote sans modifications du texte adopté par la Chambre.

M.<sup>r</sup> le Rapporteur. - Le gouvernement ne reprend pas son texte primitif, qui, comme l'amendement de l'Union des Chambres de Commerce maritimes, chargeait explicitement les pilotes de la surveillance continue des fonds.

M.<sup>r</sup> le Président de la Fédération. - A l'article 2 du projet, l'Union demande que le capitaine d'un bâtiment soumis à l'obligation du pilotage ne soit tenu de payer le pilote, même s'il n'utilise pas ses services, que dans la zone obligatoire et à condition que le pilote justifie qu'il a fait la manœuvre nécessaire pour se rendre au devant du navire "de telle sorte que celui-ci puisse le prendre pour cette zone obligatoire seulement. Cette restriction nous paraît sans intérêt, car il est évident qu'en zone facultative l'utilisation des services du pilote ou le paiement de ce dernier ne sauraient être imposés. Le libellé de l'amendement de l'Union des Chambres de Commerce maritimes va visé que le port de Hambourg, où il y

avait autrefois une zone facultative, mais où cette zone est aujourd'hui devenue obligatoire sur la demande même de la Chambre de Commerce. A notre avis il ne doit y avoir nulle part de zone facultative.

M. le Rapporteur. — En tout cas, le projet actuel, qui se borne à poser des principes généraux en laissant à des décrets le soin de réglementer chaque station de pilotage, ce projet, dis-je, n'a pas à entrer dans des détails de caractère purement local.

M. le Président de la Fédération. — Pour ce qui est des zones facultatives, je répète que nous y sommes hostiles. Il doit y avoir uniquement des zones obligatoires, convenant, sans la où commerce le change.

Je passe à l'article 3 du projet. Si l'Union des Chambres de Commerce maritimes demande qu'il soit prévu que  
 « dans tous les ports où une instruction locale en aura démontré la possibilité, des licences de capitaine-pilote pourront être délivrées, dans des conditions de capacité et de fréquence à déterminer par les règlements locaux, aux capitaines de navires possesseurs du brevet de capitaine au long cours, au cabotage ou à la marine marchande. »

La Commission qui a préparé le projet actuel et que présidait M. Farjon avait elle-même accepté le principe de l'octroi de licences de capitaine-pilote partout où ce régime serait devenu applicable. C'est le seul point sur lequel nous sommes en divergence d'opinion avec ladite Commission.

Le Gouvernement, lui, a proposé, et la Chambre a accepté

un compromis, consistant à maintenir le régime des licences de capitaine-pilote là où il existe actuellement, c'est à dire en fait à Marseille et à Port-Vendres, sans en prévoir l'extension à d'autres ports.

C'est depuis 1889 qu'il y a pour Marseille des licences de capitaine-pilote, qui ont depuis été consacrées en 1893 par la loi sur la marine marchande. En 1907 la Chambre de Commerce de Dunkerque a réclamé l'application des mêmes licences à ce port. Mais les navires n'ont cessé d'augmenter de tonnage et d'être par conséquent d'un maniement de plus en plus délicat, si bien que les pilotes de profession ne sont eux-mêmes astreints à exercer leur métier qu'après un stage de 6 mois à l'an et après avoir conduit des bâtiments d'un tonnage de plus en plus fort. Comment donc les capitaines au long cours ou au cabotage pourraient-ils les remplacer ? Eux-mêmes ne le souhaitent pas.

J'ajoute que si des licences de capitaine-pilote étaient accordées pour de nouveaux ports, ce ne pourrait être que pour des ports secondaires ; mais alors les stations de pilotage de ces derniers perdraient d'importantes ressources qu'il faudrait regagner en haussant les tarifs des stations importantes, de sorte que l'armement n'y gagnerait rien.

Tout ce qu'il est légitime d'accorder à celui-ci, ce sont des abattements de tarifs dans certains cas particuliers, mais ces abattements sont d'ores et déjà appliqués.

M. Rio. Les représentants de l'armement nous ont cité le port de Dieppe, qui est fréquenté par des bâtiments faisant le service de l'Angleterre et dont les capitaines

n'ont pas besoin de recourir aux pilotes puisqu'ils ont la protection journalière du port; ces capitaines, nous a-t-on dit, pourraient être munis d'une licence de capitaine-pilote. J'ai répondu que la loi devrait uniquement poser des règles générales et que s'il y avait lieu des dispositions spéciales pourraient être adoptées ultérieurement pour tel ou tel port.

M. le Président de la Fédération. - D'ailleurs à d'après les navires du service de l'Angleterre on paieait qu'à  $\frac{1}{6}$  environ du tarif normal de pilotage; ils se forment donc à apporter leur contribution aux frais de fonctionnement d'un service de sécurité d'intérêt général. Dans d'autres ports un régime analogue peut être appliqué, s'il y a lieu.

M. le Rapporteur. - Le rapport général fait par M. Leboucq au nom de la Commission extraparlamentaire de la marine marchande sur le régime du pilotage indique que plusieurs des dispositions spéciales pourront intervenir pour certains ports.

M. le Président de la Fédération. - A l'article 5 du projet actuel se pose la question du "pilote de choix": l'Union des Chambres de Commerce maritimes demande qu'au cas de recours par le capitaine d'un bâtiment à un pilote de son choix le pilote de Tour, dont les services n'auront pas été utilisés, ne reçoive que 50% du salaire normal.

Les grandes Compagnies de navigation ont des pilotes auxquels elles recourent exclusivement pour la conduite de leurs navires et qu'elles rémunèrent forfaitairement en leur versant environ  $\frac{7}{5}$  du salaire normal. A cela nous

116  
(5) n'avez rien à objecter, à condition que le pilote de tour continue à être payé au tarif normal; s'il en était autrement, certains armateurs feraient un bénéfice important au détriment des pilotes, étant donné le prix ridique qu'ils paieraient aux pilotes de chœur. J'ajoute que, lorsqu'il y a trop de pilotes de chœur, comme le fait se produit à Savillae, les stations de pilotage risquent de se trouver désorganisées; on manque de pilotes pour le service général. Nous insistons donc pour qu'on ne favorise pas le recours aux pilotes de chœur en réduisant le salaire des pilotes de tour.

M. le Secrétaire général de la Fédération. — Au Havre, la Compagnie générale transatlantique a déjà renoncé à recourir à des pilotes de chœur, si ce n'est pour ses grands paquebots.

M. le Président de la Fédération. — De l'article 7 du projet, l'Union des Chambres de commerce maritimes demande que la responsabilité du navire utilisant un pilote, au cas où la chaloupe de ce dernier subit une avarie ou est détruite, soit limitée par l'addition des mots: « en abordant un navire » aux mots: « soit quelque avarie ou se perd en totalité ». Sur ce point nous sommes ici d'accord avec l'Union: le navire utilisant un pilote ne doit être responsable que des avaries survenues à la chaloupe au moment de l'embarquement ou du débarquement de ce pilote.

M. Rio. — Il ne sera d'ailleurs pas nécessaire de modifier sur ce point le texte voté par la Chambre; il suffira que dans son rapport M. le Rapporteur veuille bien donner à ce texte une interprétation conforme aux desirs de l'Union.

ment et non contestée par les pilotes.

M. le Président de la Fédération. - A l'article 19 du projet, l'Union des Chambres de Commerce maritimes demande d'abord que les règlements spéciaux concernant chaque station de pilotage soient édictés par des décrets en Conseil d'Etat et non par des décrets simples comme le prévoit le texte voté par la Chambre. Mais c'est le Conseil d'Etat qui a demandé lui-même et obtenu d'être depuis 1921 déchargé de toute intervention en matière de pilotage; l'expérience a, en effet, prouvé que l'examen par lui des règlements préparés par les collectivités locales en tenant compte de tous les intérêts en cause ne faisait que retarder les solutions sans aucun profit pour personne.

M. le Rapporteur. - Le Conseil d'Etat n'intervient pas pour la fixation des taxes perçues par les ports autonomes; il ne doit pas intervenir non plus dans les questions de pilotage spéciales à chaque station.

M. le Président de la Fédération. - Nous demandons qu'on s'en tienne sur ce point à l'état de choses existant, c'est-à-dire à la réglementation par des décrets simples.

Au même article 19 du projet, l'Union des Chambres de Commerce maritimes, pressée par le Ministère des Travaux publics, demande que la réglementation du pilotage dans chaque station intervienne, non pas sur l'avis de l'Assemblée communale de la station intéressée, comme le prescrit le texte voté par la Chambre, mais sur l'avis dans les ports autonomes du conseil d'administration, et dans les ports non autonomes de la commission consultative délibérant sous l'adjonction

de l'administrateur de l'inscription maritime, du directeur  
du port ou de l'ingénieur en chef du service maritime, du  
chef du pilotage ou de l'officier du port en remplissant les  
fonctions, de deux armateurs ou agents français des com-  
pagnies de navigation, enfin de deux pilotes de la station.

Mais nous, nous demandons le rejet de l'amendement de  
l'Union des Chambres de Commerce-maritimes : nous estimons  
que l'assemblée commerciale, où sont représentés tous les inté-  
rêts en cause, est tout à fait qualifiée pour remplir le rôle que  
lui assigne l'article 19 du projet, et nous ne voudrions pas  
discuter des tarifs de pilotage devant la commission consultative  
qui comprend déjà deux armateurs et à laquelle l'Union  
des Chambres de Commerce maritimes prétend en ad-  
joindre deux autres. Au surplus, l'Assemblée commerciale  
qui existe déjà donne toute satisfaction ; pourquoi la sup-  
primer et la remplacer par un autre organisme ?

Enfin à l'article 20 du projet, l'Union des Chambres de  
Commerce maritimes demande qu'on ajoute deux paragraphes  
d'après lesquels "pour tout ce qui concerne l'exploitation du  
port, le fonctionnement du service du pilotage est placé sous  
l'autorité du directeur du port ou de l'ingénieur en chef  
du service maritime" et "pour toutes les questions d'ordre  
administratif, le service du pilotage relève de l'administra-  
tion de l'inscription maritime".

Nous combattons cette addition, car nous sommes partisans  
de la concentration des services de la marine marchande et  
opposés à la mainmise sur elle-ci de l'administration des  
Travaux publics. D'ailleurs, le directeur du port n'est pas

plus qualifié que le directeur du service de l'inscription maritime pour avoir autorité sur le service du pilotage.

En terminant, je dirai qu'en ce qui concerne les pilotes qui n'exercent plus nous acceptons qu'on consacre à ceux qui l'ont actuellement le bénéfice du tiers du salaire payé à leurs remplaçants, mais que pour l'avenir il conviendrait d'instituer, comme le fait le projet, un nouveau régime qui assurerait non seulement aux vieux pilotes, mais aux vieux et aux orphelins (actuellement dépourvus de tous droits) des pensions suffisantes.

Nous serons reconnaissants à la Commission de noter le vote par le Sénat du projet dont elle est saisie et que nous voudrions voir ratifié par la Haute-Assemblée dans les termes mêmes où la Chambre l'a adopté. Le régime auquel est soumis le pilotage actuellement est archaïque; il a déjà subi des retouches, mais ces retouches ne sont pas en accord avec les principes posés par le décret de 1806. Il importe de consolider les réformes acquises et d'en effectuer de nouvelles, notamment au point de vue des pensions des vieux pilotes.

M. le Président remercie, au nom de la Commission, les délégués de la Fédération, de leur démarche.

Les délégués de la Fédération se retirent.

Question des délégués. La Commission entend ensuite M. Langlois, Président du Syndicat, et M. Marc, Secrétaire du Syndicat de défense des pilotes de la intérêt économique des marins pilotes retraités et marins Basse Seine et pilotes exerçants de la Basse-Seine (station de Guillebert) qui développent de vaine elle la pétition suivante :

6 "Le Syndicat a l'honneur de soumettre à votre haute appréciation les considérations suivantes sur les modifications envisagées pour la refonte du Décret-Loi du 12 Décembre 1806 sur le pilotage maritime et plus particulièrement en ce qui concerne l'article 9 de ce Décret.

La loi du 12 Décembre 1806, qui est la charte organique du pilotage a, dans son article 9, fixé la manière dont est assurée aux anciens pilotes leur retraite d'ancienneté. Cette loi a donné, dès son début, le choix aux intéressés entre deux manières de procéder : la fondation de Caisses ou le service du tiers, c'est-à-dire la remise par le Pilote adjoint à son ancien du tiers de ses bénéfices.

ARTICLE 9 du Décret Loi du 12 Décembre 1806.

"Tout pilote qui, par son grand âge, ou ses infirmités" sera "hors d'état de remplir complètement son service, sera obligé d'en prévenir l'Administration préposée à l'Inscription maritime, qui l'autorisera à s'adjoindre, s'il y a lieu, l'adjoint examiné le plus ancien, lequel sera tenu de faire le service et de donner audit pilote le tiers des bénéfices; et, à défaut de sa déclaration, l'administrateur du Quartier Maritime nommera un aspirant-adjoint sous les mêmes conditions."

On veut supprimer une loi qui a plus de 120 ans d'existence qui garantissait tous nos droits; quelle confiance pouvons-nous accorder à la nouvelle qui veut supprimer le tiers, sans donner de garanties réelles ?

L'Administration, comme la jurisprudence, a toujours considéré ce droit à la retraite comme absolu. Nous ne pouvons mieux faire que d'invoquer à ce sujet les termes de la dépêche de Monsieur le Commissaire aux Transports en date du 15 Novembre 1918. Au point de vue de la Jurisprudence, Jugement rendu par le Conseil d'Etat - Mai 1922 - une décision du Tribunal de Commerce de Rouen, du 14 Mars 1923 posait nettement en principe que ce tiers ne peut être diminué à la volonté du pilote-adjoint par des dépenses laissées à son gré. Cour d'appel de Rouen - Arrêt du 9 Février 1927.

Nous avons été reçus sous le régime de la loi du 12 Décembre 1806 que nous avons toujours respecté et qui nous a imposé de verser intégralement le tiers de nos salaires à un ancien pilote et cela pendant de longues années, et, aujourd'hui, nous ne demandons que simplement notre dû et ne voulons pas être traités sur le même pied que les pilotes de beaucoup de stations qui ont des Caisses administratives depuis longtemps et qui n'ont jamais versé le tiers.

Quand nous sommes entrés au pilotage de la Seine, nous n'avions pas le choix, c'était à prendre ou à laisser; nous avons accepté avec l'assurance qu'au moment où viendrait pour nous l'âge de la retraite, nous pourrions compter que les engagements qui avaient été pris envers nous, seraient scrupuleusement respectés. Si cette modification a lieu qu'elle se fasse par voie d'extinction jusqu'à épuisement complet de la liste des pilotes reçus sous l'égide de la loi du 12 Décembre 1806.

D'après l'article 2 du Code Civil, la loi ne dispose que pour l'avenir, elle n'a point d'effet rétroactif.

Un acte régulièrement fait reste donc valable malgré une nouvelle loi exigeant de nouvelles conditions.

Dans la circulaire de Monsieur le Sous-secrétaire d'Etat à la Marine Marchande en date du 12 Mai 1926, nous lisons que les pilotes retraités devraient être satisfaits parce que l'article 26 de la nouvelle loi déclare que leurs droits seraient réservés : Que peut faire une réserve de droit, si en fait, ces droits sont sacrifiés ? et, comme nous l'avons expliqué plus haut, ces droits sont méconnus si on abandonne le principe du tiers qui nous est dû.

121.  
Nous pensons qu'à l'heure actuelle, Monsieur le Ministre des Travaux publics est fixé sur le sentiment des pilotes retraités et pilotes exerçants (42 Membres) composant le Syndicat. En dehors du Syndicat, il peut y avoir des pilotes fortunés ou qui, à la tête d'une situation commerciale, peuvent renoncer au régime du tiers.

Les pilotes retraités ne font pas partie de la Fédération : beaucoup de nous l'on cependant fondée et aujourd'hui ils craignent d'en devenir les victimes, car elle a pris ouvertement fait et cause pour les aspirants-pilotes au détriment des anciens. (Ce qui explique l'unanimité du vote de celle-ci sur les dispositions nouvelles qui sont diamétralement opposées aux droits des pilotes retraités.

Il est bien évident que si les aspirants-pilotes ont été ralliés à cette idée de ne plus faire le tiers, c'est qu'il leur était laissé croire qu'ils y auraient bénéfice. Quand ils sont venus au pilotage, ils n'ignoraient cependant pas les obligations qu'ils avaient à remplir.

Le 14 Août 1923, un essai a été tenté pour modifier le régime du tiers : les propositions furent rejetées par les anciens pilotes à l'unanimité. Lors de la formation de la Caisse d'Assistance, les anciens pilotes, dans un but de solidarité, acceptaient d'y participer eux qui avaient cependant rempli toutes leurs obligations et consentirent un versement de 4 % sur leur tiers pour l'alimenter, mais sous réserve de leurs droits acquis, comme ils le notifièrent par exploit de Me Godreuil, huissier au Havre, le 30 Octobre 1923, à Monsieur le Directeur de l'Inscription Maritime.

Monsieur le Chef du Pilotage n'hésite pas cependant devant le but qu'il se propose d'atteindre. Il y a deux ans, il émettait un avis qui semble avoir décidé la Chambre de Commerce de Rouen, et, après elle, Monsieur le Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine Marchande, à ramener le nombre des pilotes de Quillebeuf de 90 à 60 unités. Pour qui, depuis 1850, a suivi l'histoire du pilotage de Quillebeuf, cette réduction n'apparaît pas comme possible. Mais le but visé n'est-il pas de rendre impossible le service du tiers ?

Nous avons le devoir, Monsieur de vous signaler toutes les attaques contre nos droits acquis et qui ne peuvent être respectés que si le tiers nous est servi comme nous-même l'avons fait, c'est-à-dire jusqu'à notre décès.

Pour conclure :

Où prendra-t-on l'argent pour payer l'équivalent du tiers et qui paiera la pension aux pilotes retraités ?

Quelles seront les garanties données aux pilotes retraités pour le paiement de leur pension équivalant au tiers auquel ils ont droit ? C'est-à-dire égal au tiers des salaires d'un pilote en exercice ?

A qui devront-ils s'adresser en cas de réclamation et qui pourra certifier que les droits qu'ils ont acquis seront, en toutes circonstances sauvegardés ?

De toute la correspondance échangée à ce sujet, il résulte d'une façon indéniable que les pilotes retraités et pilotes exerçants du Syndicat de Défense des Intérêts Economiques de la Station de Quillebeuf ne veulent à aucun prix faire un saut dans l'inconnu et ne pouvant pas, devant les nécessités actuelles de la vie, lâcher la proie pour l'ombre, revendiquent respectueusement mais énergiquement, leur droit au tiers qu'ils touchent actuellement et qu'ils ont gagné et par leurs services et par leurs versements antérieurs.

Et c'est pourquoi, Monsieur nous avons pleine confiance dans votre haut esprit de justice, afin que notre droit imprescriptible soit sauvegardé de façon absolue, et vous prions en conséquence d'agréer, avec nos sincères remerciements, l'assurance de notre profond respect.

122

M. Windham, rapporteur, fait observer que l'article 24 du projet voté par la Chambre et soumis au Sénat réserve formellement les droits des vieux pilotes, puis qu'il dit : "Tous réserves des droits acquis et des obligations contractées par les pilotes et aspirants pilotes sous le régime de l'article 9 du décret-loi du 12 décembre 1806, lesquels droits et obligations seront intégralement maintenus, le règlement de la station etc..." Il est vrai que l'article 2) abroge le décret-loi du 12 décembre 1806; mais cette abrogation ne peut s'entendre que des dispositions dudit décret-loi non expressément maintenues par le projet.

M. le Président du Syndicat. - On nous a obligés à contribuer à la constitution de la nouvelle caisse de secours; mais nous avons maintenant explicitement nos droits au tiers du salaire payé aux aspirants pilotes. Nous-mêmes nous versé autrefois ce tiers à nos anciens; pourquoi ne nous le verserait-on plus à nous désormais?

M. le Rapporteur. - Encore une fois vous n'avez rien à craindre à ce sujet, étant donné les termes très nets du projet de loi; vos droits seront sauvegardés, et les propos tenus par le chef du pilotage du Havre ne doivent pas vous étonner. Je pourrais d'ailleurs dans mon rapport indiquer que vous continuerez à toucher le tiers du salaire des aspirants-pilotes.

M. le Président du Syndicat. - Vous vous le méritez et nous avons pleine confiance en vous et dans la Commission pour vous faire justice.

123

M. le Président et M. le Secrétaire du Synode  
se retirent.

La séance est levée à 45 heures 45 minutes.

Le Président,